

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 50 centimes

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

SOMMAIRE

Le 5^e Congrès de l'Internationale Communiste (Suite et fin) (Zinoviev). — Les bases du Léninisme (Suite et fin) (Staline). — Le gouvernement Herriot et la Russie (Duplex). — En Allemagne (E. Ludwig). — Les partis politiques des

Etats-Unis (V. Gagnon). — La guerre et la coopération. — L'éducation des militants : La presse de province, arme de combat (Jean Lux) ; Il nous faut des cadres (Henri Dupuy). — La Russie des Soviets : La situation de la récolte.

Le 5^e Congrès de l'Internationale Communiste

Rapport de Zinoviev sur l'activité de l'Exécutif

(Suite et fin)

L'épisode saxon

C'est en Saxe que l'erreur opportuniste a atteint son apogée. Nous nous sommes rapidement rendu compte qu'en Saxe se déroulait la plus banale des comédies parlementaires de coalition. C'est dans ce sentiment que les bolcheviks russes ont assisté aux événements saxons, et je pense que tous les ouvriers révolutionnaires allemands et tous les véritables bolcheviks seront d'accord. Pour justifier ce qui s'est passé en Saxe, on ne peut pas arguer de la surestimation faite par nous des possibilités révolutionnaires. C'est un argument à bon marché. On n'est jamais sûr du succès. Je dis, quant à moi, si jamais se reproduit la situation politique d'octobre 1923, nous déclarerons de nouveau que la révolution est là qui frappe à la porte. Nous n'avons à nous repentir de rien. En octobre, les représentants des principaux Partis communistes étaient réunis ici. Personne n'a dit mot contre le point de vue de l'Exécutif. Tous étaient d'accord pour s'orienter sur la révolution. Mais la responsabilité principale retombe sur l'Exécutif et sur les Partis allemand et russe. Je répète que si jamais la même situation se reproduit, nous nous bornerons à mieux vérifier les chiffres, à mieux compter nos forces ; mais de nouveau c'est la révolution qui sera à l'ordre du jour.

Surestimer ses chances n'est pas le pire. Le pire, c'est ce qu'on a fait en Saxe, c'est que, dans notre Parti, se soient révélés de nombreux restes de l'infection social-démocrate. Radek a demandé, au sujet de l'« expérience » saxonne, si nous avions lu tous les journaux allemands comme lui et si nous connaissions tous les détails. Les ouvriers, les bolcheviks de Moscou et de Léninegrad lui

ont répondu : « En effet, nous ne savons pas la langue allemande, nous ne sommes pas à même de lire les journaux allemands, mais nous avons fait trois révolutions : une en 1905 et deux autres en 1917, et nous avons eu Lénine comme guide. Et nous avons assez de bon sens pour comprendre que ce qui s'est passé en Saxe est une banale comédie parlementaire. » L'expérience saxonne a démasqué l'état réel des choses, elle nous a montré ce qu'on fait du front unique et du gouvernement ouvrier dans l'aile droite de l'I. C.

La résolution du 4^e Congrès était juste, bien des passages en sont même excellents. Bien des prédictions qu'elle contient se sont vérifiées. Mais il fallait y voir une manœuvre stratégique et non pas bâtir dessus toute une théorie « démocratique » et déclarer que nous aurons toute une époque à traverser avec des gouvernements composés de communistes et de tous les partis ouvriers et même paysans dans le cadre de la « démocratie ». C'est là un début d'opportunisme, au lieu du large projet stratégique de conquête des masses que la résolution avait en vue.

Comment les événements se sont-ils déroulés ensuite ? L'aile droite de l'I. C., après le 4^e Congrès, a pris l'offensive. Le Congrès de Leipzig a adopté une résolution disant qu'en Allemagne la tactique du front unique devait nécessairement s'appuyer sur les illusions et préjugés des ouvriers social-démocrates. Il se peut que ce soit simplement une façon malheureuse de s'exprimer. Mais alors, comment comprendre la caractéristique suivante du gouvernement ouvrier :

« Il n'est ni une dictature du prolétariat, ni une préparation parlementaire de cette dictature. C'est une tentative de la classe ouvrière pour réaliser

la politique ouvrière, d'abord et au premier chef dans le cadre de la démocratie ouvrière, et en s'appuyant sur les organes prolétariens et le mouvement des masses prolétariennes.

Les erreurs tchéco-slovaques

Après le Congrès de Leipzig s'est tenu le Congrès du Parti communiste tchéco-slovaque. Prenons connaissance des résolutions de Prague ; nous y trouverons ceci :

« Le gouvernement ouvrier peut n'être qu'une transition pacifique à la dictature du prolétariat. C'est une tentative de la classe ouvrière pour appliquer la politique ouvrière dans le cadre et avec les moyens de la démocratie bourgeoise, en s'appuyant sur les organes prolétariens et sur le mouvement des masses prolétariennes. »

Vous constatez une répétition littéraire. Je ne sais ce qui est arrivé, si c'est « spontané » ou si c'est l'effet d'un « plan ». C'est plutôt un plan.

La même « précieuse » proposition, proposition en réalité purement opportuniste, a été mise en avant. Je répète que j'ignore si cela s'est fait spontanément ou d'après un plan préconçu.

(Radek : Kleine !)

Comme vous savez, Radek, dans un autre domaine, est un adepte du « plan ».

(Brandler : Radek n'y est pour rien).

Vous vous trompez, Brandler, en ceci Radek est plus fautif que vous, comme en général dans toutes les erreurs opportunistes de la dernière période. Boukharine et moi avons protesté contre ce passage de la résolution de Leipzig, mais je dois avouer que par esprit de conciliation, sans voir qu'il s'agissait de tout un système opportuniste, nous ne l'avons pas fait ouvertement et officiellement, et, tout en agissant assez résolument, nous n'avons pas recouru à toute l'autorité de l'Exécutif.

Radek disait alors : « Que voulez-vous de Brandler, il n'est pas fort pour les formules compliquées, c'est un maçon et, quand il a quelque chose à formuler, c'est comme s'il manœuvrait des briques ». Voilà ce qu'a dit Radek au cours de notre congrès russe. Soit, Brandler est un ouvrier du bâtiment, mais Sméral, lui, n'est pas un maçon et ses arguments ne sont pas des briques. (Rires.) Il faut dire cependant que la conclusion de sa résolution, tout en étant beaucoup plus habile que chez Brandler, conserve l'esprit opportuniste.

Camarades, celui qui pense ainsi entre en conflit avec le communisme, avec le léninisme. Il entrevoit une période transitoire *pacifique* de gouvernement ouvrier ou ouvrier et paysan, une *évolution* dans le cadre de la démocratie.

Après Leipzig et Prague, et surtout après la Saxe, il n'y a plus à plaisanter. Désormais il est clair qu'il ne s'agit plus de mots, mais bien de deux systèmes politiques. La gauche allemande, dont nous avons pensé longtemps qu'elle exagérerait (et dans certains cas elle exagère vraiment) s'est trouvée avoir raison. Elle a été la seule à prédire l'issue de l'expérience saxonne. Cela nous a déterminé à changer notre opinion à son sujet.

L'expérience saxonne a créé une situation nouvelle. Elle menaçait de tuer la tactique révolutionnaire de l'I. C. Il fallait donc faire notre choix

La tactique du front unique subsiste

Qu'est-ce que la tactique du front unique ? Qu'est-ce que le gouvernement ouvrier et qu'est-ce que le gouvernement ouvrier et paysan ? Inutile

de chercher à nous intimider, comme l'a fait quelquefois Radek, en disant que nous entreprenons une révision des décisions du IV^e Congrès et en général de presque toutes nos décisions précédentes. A quoi bon des paroles si terribles ? Nous voulons simplement amender les formules outrées, imprudentes et fausses que Radek a réussi à fourrer dans les résolutions du IV^e Congrès. Nous voulons faire en sorte qu'on ne puisse plus utiliser ces textes à tort et à travers. Nous voulons donner une formule qui soit claire à chacun, qu'il soit maçon ou professeur de Faculté, une formule que chacun comprenne. Nous sommes pour l'application de la tactique du front unique en vue de la conquête de la majorité de la classe ouvrière ; la tactique du front unique reste en vigueur tout entière. Nous sommes pour le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan. Dans sa résolution, le parti allemand déclare avec raison : Pour un pays comme l'Italie, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est parfait. Je le suppose applicable aussi à la France et à un certain nombre d'autres pays. Si nous le comprenons comme l'a compris le parti communiste russe, aucun parti véritablement de gauche n'aura rien à y redire.

Quelle est l'origine de ce mot d'ordre ? On a dit que Radek l'avait inventé, l'avait forgé de toutes pièces. Cela ne correspond pas à la réalité. Il est né de la révolution russe. Radek l'a déformé. Nous voulons l'utiliser comme l'a utilisé la révolution russe. (Radek : En Russie nous avons fait coalition avec les s.-r. de gauche.) Nous ne disons pas non plus qu'en Occident nous n'accepterons pas dans le gouvernement des Soviets tel ou tel tronçon de la social-démocratie détaché de son parti et disposé à nous soutenir provisoirement. Les s.-r. de gauche étaient un tronçon détaché du parti socialiste-révolutionnaire et qui avait à sa suite une partie de la paysannerie. Nous les avons pris à la remorque. Mais bientôt, c'est-à-dire dès qu'ils se sont mis à parler leur langage s.-r., nous nous en sommes débarrassés. C'était une stratégie tout à fait juste. Par contre l'alliance avec les partis s.-r. et menchevick en octobre aurait été une erreur. Moi-même, à un certain moment j'ai partagé cette erreur. Mais bien vite nous l'avons comprise et réparée. Quelques jours après, Lénine écrivait que le débat était terminé et qu'il fallait reprendre la lutte en commun.

Et maintenant vous voudriez reporter cette politique erronée dans la pratique des autres partis communistes ? Pour rien au monde.

L'excuse des fautes commises au cours de la révolution russe est qu'elles ne se répèteront pas dans les autres révolutions.

De même pour la tactique du front unique. Il ne s'agit pas de réviser cette tactique. Il n'en est pas besoin. Il ne s'agit pas d'inventer une « nouvelle » tactique : sans hésiter un seul instant, je dis qu'en dépit des fautes commises dans son application, la tactique du front unique peut être mise à notre actif. Il s'agit simplement de garer l'I. C. contre son interprétation opportuniste.

Les succès du front unique

Prenons n'importe quel pays, l'Angleterre par exemple. En Angleterre, dans ce domaine, de grandes fautes ont été commises. Ruth Fischer a fait part à « l'Internationale » de ses impressions. Je suis tout à fait d'accord avec elle sur l'attitude prise par Ferguson pendant la campagne électorale : il a évité de prendre position comme communiste. Si l'on masque sa physionomie commu-

niste, à quoi bon toute la campagne électorale? Newbold, ancien membre du Parlement anglais, nous a très sérieusement demandé toute une soirée, à Boukharine et à moi, s'il lui était permis dans des cas exceptionnels, de parler au Parlement contre la fraction du Labour Party. Nous lui répondions : C'est bien pour cela que vous y êtes.

Cependant, en dépit de toutes ces erreurs, la tactique du front unique n'a pas manqué en Angleterre d'avoir une importance positive. Dans les sections locales des syndicats, les ouvriers communistes ont la plupart du temps agi très judicieusement et y ont beaucoup gagné.

Le parti tchèque lui aussi a bien appliqué cette tactique dans le cadre local. De bonnes choses ont été faites en Allemagne également. Les erreurs ont résidé principalement dans le parlementarisme et dans les pourparlers avec les chefs dans les syndicats, dans les municipalités, etc... C'est ici qu'on se heurte à la muraille opportuniste. Mais dans la propagande locale, dans les usines, en dépit de l'incompréhension des dirigeants, l'application par en bas a donné de bons résultats.

Où en sommes-nous donc? Déjà j'ai mis en lumière les traits principaux de la situation internationale. Il y a nécessité de modifier par ci par là notre application de la tactique du front unique. En tout premier lieu, il faut établir qu'elle n'est pour nous qu'une méthode d'agitation et de mobilisation des masses, comme cela a été le cas au cours de la révolution russe.

Pour les social-démocrates, pour les réformistes, le « gouvernement ouvrier » peut constituer toute une époque. D'Aragona par exemple a dit au Congrès de Vienne tenu par les Amsterdamiens en juin 1924 : « Le meilleur moyen d'éviter une nouvelle guerre, c'est de former le plus possible de gouvernements ouvriers ». Pour ce réformiste avéré, le gouvernement ouvrier est un remède à tous les maux, il permet même d'éviter la guerre. Pour nous, il n'est rien de tout cela. La résolution du IV^e Congrès, en dépit de Radek, le dit assez justement.

(Radek : L'auteur du mauvais passage, c'est vous, Zinoviev.)

L'auteur des ambiguïtés, c'est vous, Radek, le reste de la résolution est de moi. Mais je ne veux nullement décliner la responsabilité du passage cité ; à coup sûr, j'aurais dû me dresser contre lui dès le IV^e Congrès, et non pas au V^e. Mais personne n'a été plus perspicace que moi. Cela atténue ma faute.

Le problème du gouvernement ouvrier

L'important, c'est que la résolution du 4^e Congrès contient le passage suivant :

« Tout gouvernement bourgeois est un gouvernement capitaliste, mais tout gouvernement ouvrier n'est pas nécessairement un gouvernement prolétarien, c'est-à-dire n'est pas nécessairement un instrument révolutionnaire du pouvoir prolétarien.

« L'Internationale Communiste doit envisager les possibilités suivantes :

« 1^o Un gouvernement ouvrier libéral. Un tel gouvernement a existé en Australie, il peut surgir prochainement en Angleterre.

« 2^o Un gouvernement ouvrier social-démocrate (Allemagne).

« 3^o Un gouvernement ouvrier-paysan. Son éventualité est plausible aux Balkans, en Tchécoslovaquie, etc...

« 4^o Un gouvernement ouvrier avec participation des communistes.

« 5^o Un gouvernement ouvrier authentiquement révolutionnaire, qui ne peut être réalisé dans sa forme pure que par le parti communiste. »

Oui, il y a des gouvernements ouvriers libéraux comme par exemple celui du Labour Party actuellement au pouvoir. Pour d'Aragona, tout gouvernement ouvrier, quel qu'il soit, est bon. J'ai peur que Radek et Brandler voient les choses à peu près du même œil, ainsi que certains camarades tchécoslovaques.

Nous avons déjà quelque expérience. Disons donc franchement que le « gouvernement ouvrier » et le « gouvernement ouvrier et paysan » nous importent surtout comme méthode d'agitation et d'organisation des masses pour la lutte révolutionnaire. A coup sûr, nous devons profiter des situations créées du fait de gouvernements ouvriers libéraux comme celui de Macdonald. La formule de « gouvernement ouvrier » est pour nous la plus populaire, la plus généralement accessible, la plus adaptée à la conquête des masses pour la dictature du prolétariat. L'ouvrier et le paysan marcheront pour le gouvernement ouvrier, et puis ils s'apercevront que ce qu'ils ont fait pour le gouvernement ouvrier, c'est précisément la dictature prolétarienne. Nous devons employer les formules les plus accessibles au peuple, comme nous l'avons fait au cours de la Révolution russe. C'est une question de première importance et pas seulement une question de style. L'écho qu'elles trouveront montrera à quel point nous sommes réellement capables d'attirer à nous les ouvriers, les paysans et les soldats. Il montrera si nous sommes une secte ou bien un parti de masses comme les bolcheviks.

Je sais que certains camarades de gauche nourrissent une forte aversion à l'égard de la tactique du front unique en général. Pour les consoler, je leur dirai ceci : pour nous, la tactique du front unique et du gouvernement ouvrier n'est qu'une arme pour la mobilisation et l'organisation des masses ouvrières. Cette arme ne vous plaît pas. Fort bien, je vous offre un compromis : aussitôt que vous aurez conquis la majorité écrasante des ouvriers de votre pays, nous vous libérons immédiatement de son emploi. (Rires.) Lorsque vous aurez la majorité dans les catégories les plus importantes du prolétariat, vous pourrez vous permettre une attitude un peu plus libre à l'égard de la tactique du front unique. Mais, dans la plupart des pays, nous n'en sommes pas là. Nous devons aller aux masses, les gagner à notre cause, les diriger sur la voie bolchevique, et alors on pourra changer de tactique.

Il faut s'adapter au milieu

Il ne s'agit nullement de couler tous les partis dans le même moule. Il faut poser la question concrètement pour chaque pays en particulier. Il y a un proverbe russe qui recommande de ne pas gâter un tonneau de miel avec quelques gouttes de goudron. Radek et les autres théoriciens de la droite veulent absolument mêler le goudron opportuniste au miel de la tactique exacte du front unique. Il faut verser ce goudron par terre et conserver ce qu'il y a de bon, puis proportionner le miel aux capacités de chaque pays.

J'ai lu qu'en Tchéco-Slovaquie, Hula et d'autres camarades sont fort chagrinés au sujet de ce que nous aurions dit : appliquez partout le front unique par en bas, sans égard aux pays.

Neurath a eu complètement raison d'écrire que jamais le C. E. n'a dit ce que lui prête Hula. Nous avons dit : en Allemagne, la situation est tellement mûre qu'il est temps de proclamer : unité par en bas ! Mais nous avons dit qu'en Pologne, il en va probablement tout autrement, de même en Autriche et dans les autres pays. Tout l'art de l'Internationale consiste à adapter sa tactique aux différentes conditions, qui sont très dissimilaires et très variées. Camarade Smeral, veuillez transmettre cela au camarade Hula.

Je conclus encore une fois : le gouvernement ouvrier et paysan n'est rien de plus qu'une méthode d'agitation, de propagande et de mobilisation des masses. Comme je l'ai déjà dit en 1922, c'est le pseudonyme de la dictature du prolétariat. Dans notre Parti russe, personne ne l'a contesté ; pour nous, c'était absolument clair. Notre faute consiste à n'avoir pas compris immédiatement que Radek et compagnie ne disputent pas avec nous sur des détails de rédaction, mais transforment la tactique du front unique en une tactique réformiste.

Attention à la paysannerie

Vous vous souvenez probablement que j'ai été l'initiateur du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan à l'Exécutif élargi. Quel motif me guidait ? La conviction que, dans certains pays, nous commençons à nous approcher et assez vite de la conquête du pouvoir. Je ne tiens nullement à me vanter d'avoir aperçu alors que la situation mûrissait en Allemagne. Non, mais quelque chose me disait que, dans certains pays, la conquête du pouvoir commençait à devenir d'actualité. Et c'est pourquoi, depuis lors, nous n'avons pas manqué une occasion de répéter au Parti : attention à la paysannerie ! Il est évident qu'un parti qui n'a pas encore en vue la conquête du pouvoir, n'a pas besoin de ce mot d'ordre. Il reste purement ouvrier. Mais du moment qu'il devient un Parti communiste sérieux, un parti des masses, il doit avoir en vue la conquête du pouvoir, et alors il doit se demander comment se conduiront les paysans, quelle impression fera sur eux l'accroissement du parti ouvrier. Voilà pourquoi le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est le signe que, dans certains pays, dans un avenir assez rapproché, la question de la conquête du pouvoir se posera. Ce mot d'ordre est l'expression du fait que le prolétariat doit avoir l'hégémonie dans la révolution et le parti dans le prolétariat. C'est, jusqu'à un certain point, une étape entre la propagande et l'agitation de masses et l'action révolutionnaire.

Il faut distinguer l'agitation et la propagande

Plékhanov, alors qu'il était marxiste, a exprimé cela en termes lapidaires : *la propagande est la transmission d'un certain ensemble d'idées à un petit cercle de personnes ; l'agitation est la transmission d'une idée fondamentale à de larges masses.* L'origine du mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan est que, dans certains partis, nous sommes obligés de passer de la propagande du communisme à l'agitation dans les masses populaires et à la préparation de la lutte pour le pouvoir. Mettant en avant la lutte pour le pouvoir, nous devons trouver un mot d'ordre frappant, qui soit populaire, qui ait une grande force d'attraction et qui, interprété dans son sens véritablement révolutionnaire, puisse nous servir

d'aimant à l'égard des éléments que nous devons ou neutraliser, ou gagner à notre cause.

Voilà ce que j'ai voulu dire de la tactique du front unique et du gouvernement ouvrier et paysan.

Les déviations de gauche dans la tactique du front unique

A tous les camarades et particulièrement aux camarades du Parti allemand, qui après l'expérience et les fautes de Saxe se bouchent les oreilles avec de la ouate dès qu'ils entendent parler de front unique, je recommande de réfléchir sérieusement à toutes ces questions. Le camarade de gauche Bourian écrit par exemple, en Tchéco-Slovaquie, que la tactique du front unique est la source principale du révisionnisme. Ce n'est pas vrai. Ce qui est révisionniste trouvera toujours un prétexte quelconque. (*Rires, exclamations* : Très bien !) Il le trouvera dans le parlementarisme ou dans n'importe quoi. Nous ne triompherons jamais de la social-démocratie si nous avons peur de notre ombre. Il faut seulement prendre la tactique et la purifier de toutes les impuretés opportunistes. Il se trouvera toujours des gens pour qui le front unique sera une source de révisionnisme. Prenons tout ce qu'il a de bon et de léniniste.

Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier est propre à nous gagner la confiance non seulement de la classe ouvrière, mais de tous les opprimés. Nous, la véritable gauche de l'I. C., devons prendre ce travail en mains, pour écarter les fautes de la droite, convaincre ceux qui veulent se laisser convaincre et combattre les autres. Le 5^e Congrès ne doit pas dire que le front unique est faux, mais élaborer des mesures préventives contre les déformations et opérer une espèce de vaccination contre l'opportunisme, comme on fait contre les maladies contagieuses.

En Allemagne, l'abcès a crevé. Le couronnement logique de la déviation de droite s'est produit en Saxe. Si en Tchéco-Slovaquie on n'en est pas arrivé là, c'est que les événements n'avaient pas encore atteint la même maturité, car autrement, avec le Congrès de Prague et l'article de Hula, avec l'obscurité de la ligne de conduite du Comité Central, si la situation devenait semblable à celle de l'Allemagne, nous irions tout droit à un nouvel échec saxon.

Les tâches concrètes des principaux partis

Je passe maintenant au dernier chapitre : le rôle de nos principaux partis. Ici, je suis d'accord avec le P.C.A. qu'il faut donner à chaque parti des indications concrètes. Ce sera la tâche principale du V^e Congrès.

La section anglaise

Au point de vue politique, la section la plus importante de l'Internationale Communiste, ce n'est pas la section allemande, ni la section russe, mais la section anglaise. Nous sommes ici en face d'un fait étrange : notre parti, avec ses 3.000 à 4.000 membres, a cependant une influence considérable. C'est que le parti de Macdonald n'est guère plus fort. Son quotidien, le *New Leader*, tire à 15.000 et le nôtre à 55.000. En Angleterre il n'y a pas de tradition de parti de masse.

Max Beer a raison lorsqu'il dit que le vieux Keir Hardie a construit tout son parti sur la formation individuelle des chefs. Créer en Angle-

terre un Parti communiste de masse, voilà la tâche principale. Le terrain est propice. J'en ai parlé en détail dans mon article : « Les cinq premières années de l'I.C. ».

Les ouvriers anglais suivent encore Macdonald et parlent même parfois de lui avec amour. Nous avons vu cela chez nous dans les premiers mois de Kerensky. On ne pouvait le critiquer que par des voies détournées, dire pendant une heure : Kerensky est parfait. Kerensky est un grand homme, puis insinuer : peut-être peut-il commettre ça et là quelque faute. Les ouvriers tiennent encore à Macdonald, ils sont encore pleins d'illusions. D'ailleurs il a la chance de ne pas avoir la majorité au Parlement. Il peut dire aux ouvriers : « Je voudrais faire bien davantage, mais je ne le puis ; après les élections, quand nous aurons la majorité, nous montrerons ce que nous sommes, nous marcherons comme des lions, nous ébranlerons les monts et les forêts. »

La situation n'est pas simple. Le gouvernement de Macdonald se trouve encore dans la phase ascendante de sa popularité ; mais si nous voulions attendre passivement son déclin, nous n'aurions pas besoin de Parti communiste. Les social-démocrates mourront bien sans nous un jour ou l'autre. Notre raison d'être est précisément d'activer ce processus. C'est pourquoi notre Parti doit dès maintenant lutter résolument contre Macdonald, afin que la masse, lorsqu'elle se sera convaincue de sa duplicité, sache gré aux communistes d'avoir su voir clair longtemps auparavant.

En 1921, Lénine fut obligé de combattre Wynkoop et autres de la gauche, pour que les communistes entrent dans le Labour Party. En 1924, la position est changée. Nous avons un gouvernement travailliste. Nous avons Macdonald. Notre poignée de communistes doit : 1° se transformer en un parti de masse ; 2° éditer un quotidien, en dépit des inquiétudes des camarades anglais, qui trouvent cette tâche au-dessus de leurs forces ; 3° se mêler davantage à la vie des syndicats, afin d'y grouper une aile gauche ; 4° consacrer plus d'attention à la jeunesse, dont le mouvement ne fait que commencer ; 5° aborder hardiment la question coloniale comme il convient à des bolcheviks ; 6° combattre les déviations de droite, partout où elles existent, ne pas suivre les voies proposées par Rosmer, mais aller hardiment avec nos propres moyens d'agitation. Ce sont là les problèmes les plus importants pour le parti anglais.

La Section française

Par l'importance politique, le parti français occupe actuellement le deuxième rang, par suite de la nouvelle orientation internationale (l'ère démocratico-pacifiste) dont j'ai parlé.

Je pense que le parti français a fait de grands progrès. Il est beaucoup plus fort. Il a un solide noyau de gauche, qui nous soutenons par tous les moyens. L'ancien centre et la gauche doivent se souder en une gauche compacte au meilleur sens du mot, sans fractions, et travailler dans l'esprit de l'Internationale Communiste. Le parti français doit gagner les grands centres ouvriers du pays. Pour le moment il prédomine seulement à Paris. C'est un magnifique point d'appui. Au contraire, l'ancien comité central de Brandier avait tout, sauf Berlin et Hambourg. On s'est aperçu ensuite qu'il n'avait pas non plus toutes les fédérations. En Suède, Hoeglund a tout, sauf Stockholm. Je ne veux pas tirer de conclusions.

Je laisse ce soin au camarade Hoeglund, qui peut s'appuyer sur certains exemples.

La tâche principale du parti français consiste maintenant à *gagner les départements industriels*, en dehors de la zone de Paris.

Nous avons maintenant à tenir compte des illusions créées par le bloc des gauches. Il convient d'appliquer la tactique du front unique d'une façon quelque peu nouvelle. La social-démocratie française a voulu jouer serré en n'entrant pas dans le cabinet, tout en décidant de voter le budget, l'occupation de la Ruhr, etc... Elle est une partie cachée du gouvernement. Nous aussi nous serons rusés, et nous dirons aux ouvriers socialistes : Ce n'est pas votre gouvernement, ce ne sont pas les vôtres qui y siègent, pourquoi tant de précautions, c'est un gouvernement bourgeois, pourquoi ne pas lutter ensemble contre lui pour l'amnistie, pour l'évacuation de la Ruhr, pour de meilleurs salaires, pour la reconnaissance de l'U.R.S.S., pour la journée de huit heures, etc... Au moment où la social-démocratie devient officiellement le tiers parti de la bourgeoisie, *il ne peut être question d'appliquer le front unique par en haut. Au moment où les chefs social-démocrates entrent de moitié avec la bourgeoisie, dans les combinaisons gouvernementales, sa situation est on ne peut plus favorable pour appeler les ouvriers socialistes à la lutte en commun avec nous, d'abord sur le terrain économique et ensuite sur le terrain politique.*

Si cela nous réussit, nous aurons une position très favorable. Cependant que les sommités de la social-démocratie seront engagées dans des combinaisons avec la bourgeoisie, nous nous enfonçons au moyen de la lutte économique des rapports étroits avec la masse des ouvriers socialistes et sans-parti. Le socialisme se trouvera devant un dilemme. Le mécontentement des masses ira croissant, le chômage s'aggravera, la situation économique empirera, le rapport des experts ne sera d'aucune utilité. Situation idéale pour la conquête des meilleurs éléments de la classe ouvrière.

Les objectifs essentiels du parti français consistent dans la *conquête des centres industriels* en dehors de Paris et dans la *consolidation de l'appareil du parti.*

Nous avons à Paris 8.000 membres, 50.000 lecteurs de *l'Humanité* et 300.000 votants. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela montre que l'organisation est en retard. La Fédération de la Seine devrait avoir 25.000 membres.

Il faut déraciner les dernières survivances du frossardisme. L'ancien centre doit marcher hardiment et sincèrement avec la gauche.

Le Parti, avec les brillantes qualités des ouvriers parisiens, doit gagner les ouvriers de province, surtout au moment où les sommités socialistes se trouveront engagées dans une combinaison gouvernementale avec la bourgeoisie.

Le mouvement des *cellules d'usine* est encore dans l'embryon. On parle beaucoup de haute politique, mais il n'y a encore que 120 cellules d'usine. On ne saurait prendre au sérieux ce résultat. *Les cellules et les comités d'usine, voilà les premières exigences que nous posons au Parti communiste français.*

Le mot d'ordre du *gouvernement ouvrier et paysan* convient en France plus que partout ailleurs. Il faut aller au paysan, aux couches paysannes inférieures. Une *bonne presse communiste*, un *solide appareil*, de *meilleures liaisons internationales*, voilà les objectifs.

La question allemande est éclaircie dans l'ensemble

Passons maintenant au Parti allemand. Nous avons à l'ordre du jour un point spécial : la question allemande. Mon avis est que nous pouvons en toute tranquillité le retirer, puisque, dans son ensemble, elle est éclaircie. L'année dernière, on a surtout parlé et écrit du Parti allemand. Maintenant, je ne vois pas de question spécialement allemande. La situation en Allemagne est difficile. Les perspectives politiques restent essentiellement les mêmes, grosses de la Révolution. Les nouvelles luttes de classes sont déjà commencées, un combat gigantesque est engagé. Le Parti communiste suit l'itinéraire indiqué par l'Internationale. La crise a été profonde, les dangers étaient immenses, le Parti se trouvait menacé de scission. Les camarades polonais ont demandé pourquoi nous avons si rapidement désavoué l'ancien comité central de Brandler. C'est que, si nous avions tardé, la scission aurait été inévitable. La crise était tellement aiguë que nous pouvons dire maintenant qu'elle s'est dénouée de façon relativement satisfaisante. (Ruth Fischer : Très bien !)

Un mot sur l'extrême-gauche. Au moment où nous ne savions pas encore à quoi les choses pouvaient en venir, nous avons dû intervenir et, jusqu'à un certain point, exagérer le danger. Nous ne savions pas encore leur force numérique, mais nous savions que c'étaient des mencheviks déguisés. A l'heure actuelle, ils sont liquidés en partie. Le nouveau Comité central oppose une vive résistance à ces liquidateurs de gauche, et j'espère qu'il en aura raison.

On rencontre aussi de graves difficultés dans la question des syndicats. Il faut s'opposer impitoyablement aux moindres vellétés de reviser les décisions de Francfort et de rouvrir la discussion sur l'abandon des syndicats.

La situation au Parlement n'est pas non plus très simple. Nous avons maintenant en France et en Allemagne, dans les deux Parlements, une situation semblable à celle que Lénine appelait « la situation du balancier ». Il peut arriver que notre fraction soit l'appoint décisif pour former telle ou telle majorité. D'où de grandes difficultés tactiques.

Le Parti allemand a de grandes lacunes dans l'action parmi les paysans. Il faut regagner le temps perdu.

On pourrait encore citer bien des problèmes partiels, mais je ne le ferai pas. Le Parti allemand s'est montré sain dans l'ensemble, il a eu faiblement raison de graves maladies. Si son organisme n'avait pas été aussi robuste et aussi prolétarien, nous aurions eu beaucoup plus de mal.

Si l'extrême-gauche essaye encore de remonter à la surface, nous la combattons de nouveau. Si l'ancienne déviation de gauche se manifeste dans la question syndicale, nous la combattons. Nous avons, avec le Comité Central, des rapports amicaux sans plus. Il n'y a aucun motif qui puisse nous empêcher de combattre ses fautes, si elles se présentent. Nous l'avons fait et nous le ferons encore. Le Parti allemand, de même que tout autre parti, a le droit de critiquer le Comité Exécutif. Il en use largement. Si nous n'avons pas besoin de gens opinant toujours du bonnet, le Parti allemand n'a aussi que faire d'un Comité Exécutif qui ne dirait pas ouvertement ce qu'il doit dire. Le Comité Exécutif peut et doit critiquer et corriger ce qui est nécessaire. Je pense que les éléments de gauche composant la majorité du P. C. A. diront eux-mêmes que nous avons bien agi en intervenant contre la nouvelle tactique syndicale. Si quel-

ques-uns se sont figuré que le Comité Exécutif abandonnerait le Parti allemand à l'extrême-gauche, ils peuvent voir maintenant qu'ils se sont trompés. Nous défendrons toujours le léninisme dans le P. C. A. Dans la mesure où le nouveau Comité Central marche dans cette voie, nous n'avons qu'à nous féliciter.

Le Parti tchéco-slovaque

Je passe au Parti tchéco-slovaque. J'y ai déjà fait allusion en passant et je n'ai que peu de choses à ajouter. J'ai l'impression que ce parti souffre de l'absence d'une direction révolutionnaire stable et travaillant systématiquement. L'action y est un peu abandonnée au hasard. Se présente-t-il des élections ou quelque chose dans ce genre, une grande animation se produit, après quoi le travail languit de nouveau. On ne sent pas une direction révolutionnaire permanente. Je pense donc que le Parti tchéco a de grands progrès à faire. Il faut infuser de nouvelles forces prolétaires dans le Comité Central.

Les éléments révisionnistes qui existent encore doivent disparaître. Si je puis encore espérer que le camarade Hula réparera rapidement sa faute, je n'ai presque plus d'espoir en ce qui regarde Vanek. Il y a des éléments centristes plus ou moins incurables. Nous n'avons aucune raison de douter de la bonne volonté du camarade Smeral, mais nous devons exiger la correction de la faute contenue dans le passage cité de la résolution de Prague, qui a été rejetée en Allemagne et dans toute l'Internationale Communiste. Il faut qu'elle soit rejetée aussi dans le Parti tchéco.

Il convient tout particulièrement au Parti tchéco-slovaque d'accorder attention aux questions nationales et paysannes.

Le Parti polonais

Passons maintenant aux autres pays. Je commence par la Pologne. Vous savez que la section polonaise a été pendant assez longtemps réputée comme une des meilleures. Cela est encore vrai pour la classe ouvrière polonaise, ses traditions révolutionnaires, ses magnifiques militants supportant tout le poids d'un parti illégal. Je me vois forcé d'avouer que la situation est moins bonne en ce qui regarde les dirigeants. Ils ont montré trop de diplomatie dans les questions russe et allemande. Les camarades du Comité central polonais connaissent mieux que personne la situation en Russie et assez bien la situation en Allemagne. Ils se sont maintenant rangés à notre avis, ou du moins ils le disent ; mais cette déclaration a un défaut : elle s'est fait attendre. Il y a un proverbe russe qui se moque de ceux qui servent la moutarde après le souper. Bien que la moutarde puisse être utile quelquefois après le souper, cependant, camarades, nous préférons l'avoir pendant.

En ce qui concerne l'application de la tactique du front unique, les camarades polonais ont eux-mêmes reconnu dans leur Congrès qu'ils ont commis de grandes déviations de droite.

La conduite de Krulikowsky à la Diète a été critiquée à plusieurs reprises dans la presse. Pour ma part, autant que j'ai pu la suivre, je la trouve héroïque (Radek : Très bien !) et révolutionnaire. On ne doit pas secouer ainsi un camarade pour un petit manquement. Dans l'ensemble, le camarade Krulikowsky utilise le parlementarisme dans l'esprit de Karl Liebknecht. Le reste n'est que bagatelles.

Mais je ne saurais en dire autant de l'organe dirigeant du Parti. Où était notre Parti pendant l'insurrection de Cracovie ? Il était absent. Sa carence absolue au moment de la mutinerie des régiments invite à réfléchir. Il est vrai que les amoultés sont extraordinaires. Nous savons ce que c'est que de travailler illégalement. Nous connaissons l'action héroïque des membres du Comité central militant en Pologne. Mais la direction politique souffre d'un excès de diplomatie. Je suis convaincu que lorsque les communistes ouvriers apprendront ce qui cloche, en quoi la direction a fauté, en quoi consiste réellement la divergence entre elle et l'Internationale et en particulier le P. C. R., ils se mettront immédiatement de notre côté, du côté de l'Internationale et du Parti russe, et non pas du côté de la diplomatie. La diplomatie est une bonne chose contre nos ennemis, contre les social-démocrates et la bourgeoisie, mais seulement contre eux. Mais dans nos rangs, dans notre Internationale, il n'y a pas de place pour la diplomatie.

Si la section polonaise veut recouvrer son ancienne réputation d'une des meilleures sections bolcheviques, elle doit corriger les fautes commises par son Comité central.

La section italienne

Passons à l'Italie.

D'abord, notre attitude à l'égard du Comité central du Parti socialiste. Il me semble que nous devons décider la fusion immédiate avec les « terz-internationalistes ». L'heure a sonné. Les « terz-internationalistes » doivent-ils entrer dans le Comité central après la fusion ? C'est secondaire. Naturellement, ils doivent y entrer. Nous ne devons pas trop insister sur les 21 points. Ces camarades veulent déjà depuis deux ans se rallier à notre Parti. C'est nous qui leur avons dit : « Restez dans votre ancien parti, afin d'en opérer intérieurement la conquête. » Pour le P. S. I., il faut laisser en vigueur l'ancienne résolution du Comité Exécutif de l' I. C., c'est-à-dire la possibilité de l'accepter comme parti sympathisant.

Vous vous rappelez qu'au IV^e Congrès notre extrême-gauche disant que le parti socialiste n'avait pas pour lui les ouvriers, mais seulement les employés et la petite bourgeoisie. Les élections ont montré cependant qu'il est soutenu par des centaines de milliers de bons prolétaires. Sans doute Lazzari, Clerici et autres ne sont pas des communistes mais des révolutionnaires de sentiment. J'ai reçu dernièrement une lettre du vieux Lazzari où il m'écrivait : « Il y a là une question de conscience : d'un côté le parti, de l'autre l' I. C. ». Il ne peut pas violer la discipline, mais il reste fidèle à la III^e Internationale. Le politicien Vella est maintenant, semble-t-il, un homme fini, même pour le P.S.I. Nous devons donc laisser la porte ouverte et maintenir en vigueur notre ancienne décision. Le parti socialiste groupe encore des milliers d'ouvriers convaincus qu'il appartient à moitié à la III^e Internationale et qu'il y a là simplement un malentendu à éclaircir.

En ce qui regarde le parti communiste, les élections ont démontré qu'il est fort et robuste, avec un excellent noyau prolétarien. Ce parti est tout notre espoir, il est l'unique représentant de l' I. C. en Italie. Mais les faiblesses que nous avons critiquées demeurent. Vous savez qu'il y a trois fractions. Je ne sais pas laquelle dispose de la majorité réelle. Nous attendrons pour tirer des conclusions, mais je sais que la fraction d'extrême-gauche a

tort. Bordiga exige l'approbation des thèses de Rome de 1922, de toute la politique du P.C.I., de la tactique suivie à l'égard des *arditi del popolo*, c'est-à-dire de ce que nous avons critiqué vingt fois, avec Lénine lui-même.

Rossi, l'ami de Bordiga, écrit : « Une tactique qui attend son inspiration ou des indications de la situation n'est pas communiste ».

Je demande à quoi nous devons donc adapter notre tactique, si ce n'est aux faits et à la situation concrète ? Dans la gauche italienne il y a, camarades, de ces doctrinaires qui pensent que nous pouvons partir en guerre et élaborer une fois pour toutes, en nous basant uniquement sur les principes, une certaine alchimie de tactique valable pour l'éternité. Naturellement, nous ne devons pas avilir notre tactique et la changer au gré des moindres modifications de la situation. Cela est clair, mais nous n'en avons pas moins besoin, nous autres communistes, de tenir compte des faits. Que nous devions adapter la tactique communiste au milieu, c'est tellement évident qu'il est superflu d'en parler. Il n'y a que des camarades sans contact avec les masses et non marxistes qui puissent prétendre le contraire.

La question italienne est très délicate. Bordiga et ses amis sont de bons révolutionnaires, fidèles à l'Internationale, mais les faiblesses que le camarade Lénine critiquait chez eux existent encore. La situation ne se présente pas sous un jour qui fasse à l'Internationale un devoir de céder. C'est Bordiga et ses amis qui doivent céder : en se débarrassant de leur dogmatisme, ils n'en seront que plus utiles à la Révolution italienne.

Je veux encore dire un mot à ce sujet. Bordiga a déclaré dernièrement que si l'Internationale ne s'amende pas et n'adopte pas son point de vue, il s'en tiendra à une discipline extérieure et tentera de créer dans l'Internationale une fraction de gauche.

L'Internationale ne le souffrira à aucun prix. Bordiga nous est cher, mais l'Internationale nous l'est davantage. Ce n'est pas l'Internationale qui doit s'adapter à Bordiga, mais Bordiga à l'Internationale. Il ne peut être question chez nous d'une discipline purement de forme. Le Parti communiste mondial ne rétrogradera pas, il marchera de l'avant.

Permettez-moi de ne pas m'arrêter aux autres partis, car le temps me fait défaut. Ce que j'ai dit peut s'appliquer à eux.

L' I. C. J. notre fierté

Quelques remarques seulement au sujet des organisations auxiliaires de l'Internationale.

L'Internationale des Jeunesses est notre fierté et notre espoir. Dans son sein mûrissent les véritables générations communistes et les véritables chefs communistes. Là, nous avons déjà dépassé la social-démocratie. Dans l'Union des Républiques Soviétiques, l' I. C. J. compte 700.000 membres contre 400.000 antérieurement ; en Allemagne, 70.000 contre 28.000. Dans la Ruhr, notre jeunesse a été au-dessus de tout éloge. L' I. C. J. est la main droite de l'Internationale Communiste.

Le Secours Rouge international fonctionne aussi très bien. De même le Secours Ouvrier. Vous savez que la social-démocratie allemande a organisé une véritable croisade contre lui et a invité les social-démocrates à la quitter. Il faut aussi signaler les succès de l'Internationale sportive. Mais le mouvement féminin a besoin d'être fortement encouragé. Nous avons fait très peu dans ce domaine.

Questions d'organisation

En ce qui regarde la question d'organisation, le moment me semble arrivé de poser sérieusement et de résoudre la question de l'organisation de nos partis sur la base des cellules d'entreprises. On nous dit que nous perdrons ainsi un certain nombre de membres. Cependant, nous devons expliquer aux ouvriers que le Parti doit à tout prix être fondé sur une base industrielle : l'organisation d'après le lieu de domicile est un héritage de la social-démocratie. La social-démocratie a créé un appareil électoral, pour des buts électoraux. Là où notre parti communiste est bâti de même, il se rapproche de la social-démocratie. Nous devons le reconstruire d'après le principe du lieu de travail, afin de ne plus avoir à revenir sur cette question au VI^e Congrès.

La direction sans Lénine

Pour terminer, quelques mots encore au sujet de la direction intérieure de l'Internationale. Je me vois encore obligé de citer quelques mots du camarade Bordiga, qui, on ne peut le nier, a posé hardiment la question. Voici ce qu'il dit : « Où est la garantie que l'Internationale deviendra le Parti communiste mondial ? Le fait que dans le Comité Exécutif travaillent les meilleurs camarades du Parti russe n'est pas suffisant, car il s'agit de toute une situation historique. Les audaces que nous avons risquées jusqu'ici, parce qu'elles étaient inspirées par un génie comme Lénine, doivent être écartées pour le moment comme dangereuses pour le mouvement communiste du prolétariat. »

Camarades, les cérémonies ne sont pas de notre goût, et nous devons déclarer franchement que sur cette question Bordiga a partiellement raison. Nous ne lui ferons pas un crime de faire remarquer que la confiance ne peut pas être aussi illimitée là où n'est plus Lénine. Nous-mêmes, nous n'avons plus cette confiance que nous avions autrefois en nous-mêmes, lorsque nous savions que nos décisions seraient en dernier lieu revues et pour ainsi dire ratifiées par Lénine, dont le jugement avait cette maturité, cette objectivité, cette prévoyance, cette orthodoxie marxiste introuvables ailleurs. C'est un grand malheur pour nous d'avoir perdu le meilleur cerveau, le meilleur homme, le chef le plus génial. Cela doit entraîner de sérieuses conséquences dans tous les domaines sans exception, et nous sommes devenus plus prudents.

Lénine n'existe plus. Il n'y a pas d'autre Lénine dans le monde, et cependant il faut diriger la lutte du prolétariat mondial. La conclusion suivante s'impose : la direction internationale doit devenir plus collective, tous les partis doivent envoyer au Comité Exécutif les meilleurs disciples de Marx et de Lénine, les meilleurs cerveaux, les meilleurs organisateurs. Que peut-on encore trouver de mieux ? Lénine n'existe plus. A sa place nous devons choisir au sein de nos partis les meilleures forces pour organiser la direction collective de l'Internationale. Mais après avoir constitué cet organe directeur composé des meilleurs communistes du monde entier, il ne doit pas y avoir de place pour une discipline de forme, il doit régner une véritable discipline communiste et prolétarienne. Nous n'en voulons pas à Bordiga, nous ne sommes pas assez sots pour croire que, Lénine mort, il n'y a rien de changé. Nous vous adressons au contraire, camarades de tous les partis, un appel fraternel. Lénine n'est

plus, tentons de le remplacer jusqu'à un certain point par nos forces collectives. Nous avons besoin de l'Internationale pour la libération de la classe ouvrière. Nous devons créer un organe collectif, un organe de fer, jouant véritablement un rôle directeur et incarnant la raison collective de tous les partis.

Cas de violation de la discipline

Dans ces derniers temps il y a eu des cas de violation de la discipline. Certains d'entre eux n'ont pas été punis. On peut en citer deux, à droite, de la part de Hoeglund, qui a soutenu Tranmael, et à gauche, de la part de Bordiga, qui a refusé le mandat de député, malgré l'insistance du parti et du Comité Exécutif.

Nous avons essayé de liquider ces cas sans tapage inutile, vu que nous estimons beaucoup les camarades en question. Hoeglund s'est montré bon révolutionnaire pendant la guerre. Bordiga a aussi à son actif de sérieux mérites. Mais je dois dire que si le Congrès ne prend pas des garanties contre la répétition de pareilles violations de la discipline, nous ne pouvons assumer toute la responsabilité. La discipline doit encore être plus forte maintenant que du temps de Lénine.

Nous ne devons pas regarder en arrière, mais en avant et créer un parti mondial, un Comité Exécutif international, un organe directeur international. Que personne n'ose parler d'un respect purement extérieur de la discipline. Alors, nous ne serions plus l'Internationale 2 1/2, nous ne serions plus les disciples de Marx et de Lénine. Nous ne serions que légèrement supérieurs à Crispin. Nous voulons un Parti communiste indivisible, sans fractions, ni groupements.

Le Parti Communiste Russe

En ce qui regarde notre Parti communiste russe, je me rends fort bien compte qu'il ne plaît pas à tout le monde. Il ne plaît pas à Souvarine et même parfois à Radek. (Radek : Il me plaît extraordinairement.) Vous voyez, il plaît même à Radek. En ce qui concerne le P.C.R., dis-je, je déclare que c'est actuellement un parti bien discipliné et qu'il est très honoré de donner à l'I.C. ce qu'il a de meilleur. De notre côté nous avons aussi une demande : faites de même. Lénine est mort, mais le léninisme est resté. Afin de le faire triompher dans le monde entier, nous devons avoir une ferme direction, nous disons à tous les camarades : créons une discipline encore plus sévère qu'auparavant !

La nouvelle conjoncture politique en Europe et la période prolongée de crise économique dans le monde font surgir devant nous des tâches colossales. Nous ne pourrions les remplir que si la discipline est regardée comme le devoir primordial.

Il est facile d'être discipliné lorsqu'on se trouve dans la majorité, lorsqu'on peut facilement faire triompher tout ce qu'on croit utile pour le mouvement ; mais il faut être discipliné, même lorsqu'on se trouve dans la minorité. Il fut un temps où, dans les rangs de la II^e Internationale, nous acceptions la discipline, non par crainte, mais en conscience. Plus tard, nous avons été obligés de constituer une fraction de gauche dans la II^e Internationale (Wijnkoop : très bien), de lutter par tous les moyens possibles contre l'opportunisme et enfin d'amener une scission dans l'Internationale. Cela était légitime, mais ne peut pas l'être

dans la III^e Internationale, dans l'Internationale de Lénine, dans le Parti communiste mondial qui doit être indivisible et monolithique.

Nous ne prétendons pas que tout soit parfait chez nous, mais nous corrigeons progressivement les imperfections. Quand nous entendons des paroles semblables à celles qui nous ont été transmises et qui viennent de certains chefs de notre opposition : attendez, en octobre il y aura un déficit de 400.000.000 de roubles dans le budget soviétique et alors nous verrons qui a raison et qui a tort, l'I.C. doit rendre impossibles de semblables paroles. (*Bruyants applaudissements.*)

L'I.C. doit dire qu'elle sait quels obstacles se trouvent et se trouveront encore sur la route du premier gouvernement prolétarien du monde, entouré d'un cercle d'ennemis. (*Applaudissements.*)

Si notre attachement à la doctrine de Lénine n'est pas purement extérieur, si nous voulons une véritable Internationale Communiste léniniste, si la résolution sur la bolchévisation des partis n'est pas une phrase vide, alors nous avons besoin d'une discipline de fer, alors nous devons déraciner toutes les survivances de la social-démocratie du fédéralisme, de l'autonomie, etc., etc.

La II^e Internationale décline

La III^e Internationale prospère

Nous ne devons pas craindre de le dire, nous ne sommes pas tombés du ciel, nous sortons du sein de la II^e Internationale. L'idéologie social-démocratique bourgeoise et petite-bourgeoise nous hante encore ça et là. C'est le malheur de notre classe, autrement nous aurions déjà depuis longtemps vaincu la bourgeoisie et la social-démocratie. Nous devons lutter avec acharnement contre ce danger, lutter comme il convient à des révolutionnaires léninistes.

Nous ne devons pas nous abandonner à la panique lorsque surgit l'opposition de droite. Analysez les fautes, lutez et vous vaincrez. Créez une véritable Internationale Communiste.

La II^e Internationale est encore forte numériquement, mais historiquement ses jours sont comptés.

Autrefois nous indiquions les perspectives d'une façon trop schématique : l'époque de la II^e Internationale se termine, l'époque de la III^e Internationale Communiste commence. Historiquement c'est vrai, mais dans la vie sociale, ce n'est pas si simple. La fin de l'époque de la II^e Internationale et le commencement de l'époque de l'Internationale Communiste coïncident dans le temps et toutes deux existent parallèlement pendant un certain nombre d'années. La II^e Internationale disparaîtra progressivement de la scène. Elle décline. Nous prospérons, nous vaincrons. En tant que véritable Parti communiste mondial, nous devons combattre l'opportunisme de la droite et expliquer les fautes de la gauche.

Nous avons besoin d'un organe directeur de fer, parce que nous devons nous attendre à de grandes luttes. Qui d'entre nous aurait pensé au IV^e Congrès qu'en octobre 1923 nous aurions à examiner sérieusement la question de la révolution allemande ? Et, cependant, les événements étaient proches. Les événements mûrissent beaucoup plus vite que nous ne le supposons et cependant il nous semble que leur rythme est encore trop lent. Il est clair qu'entre le V^e et le VI^e Congrès nous aurons à faire face à des combats décisifs sur beaucoup de points du globe. Nous devons être prêts à devenir non pas seulement en paroles, mais en réalité un véritable Parti communiste mondial et invincible.

(*Longs applaudissements. Les délégués se lèvent et chantent l'Internationale.*)

LES BASES DU LENINISME

(Suite et fin)

LE PARTI

Dans la période pré-révolutionnaire, période de domination de la II^e Internationale, où les formes parlementaires de lutte étaient considérées comme les principales, le Parti n'avait pas et ne pouvait pas avoir l'importance décisive qu'il a acquise dans la suite au cours des grandes batailles révolutionnaires. D'après Kautsky, la II^e Internationale était essentiellement un instrument de paix ; par suite, il lui était impossible de rien entreprendre de sérieux pendant la guerre, pendant la période des actions révolutionnaires du prolétariat. Qu'est-ce à dire ? Que les partis de la II^e Internationale ne sont pas adaptés à la lutte révolutionnaire du prolétariat, qu'ils ne sont pas des partis de combat menant les ouvriers à la conquête du pouvoir, mais des appareils de campagne électorale et de lutte parlementaire. C'est pourquoi, sous la II^e Internationale, l'organisation politique essentielle du prolétariat était non pas le Parti, mais la fraction parlementaire. Le Parti était alors l'appendice, le serviteur de la fraction parlementaire. Il est évident que, dans ces conditions, il ne pouvait être question de préparer le prolétariat à la révolution.

Mais il n'en est plus de même dans la nouvelle

période, qui est celle des collisions ouvertes de classe, des interventions révolutionnaires du prolétariat, de la préparation au renversement de l'impérialisme et à la conquête du pouvoir. Réorganisation du travail du Parti sur la base révolutionnaire, préparation des ouvriers à la lutte directe pour le pouvoir, préparation et ralliement des réserves, alliance avec les prolétaires des pays voisins, instauration d'une liaison solide avec le mouvement colonial : telles sont les principales tâches qui s'imposent au prolétariat. Compter pour leur accomplissement sur les anciens partis social-démocrates formés à l'école du parlementarisme pacifique, c'est se condamner à la défaite. Demeurer sous leur direction, c'est consentir à rester désarmé devant l'ennemi.

Le prolétariat, évidemment, n'a pu se résigner à cette situation. Il a compris la nécessité d'un parti combatif, révolutionnaire, assez courageux pour le mener à la lutte pour le pouvoir, assez expérimenté pour se débrouiller dans la complexité des facteurs et des événements et assez souple pour lui faire contourner les écueils. Il s'est rendu compte que, sans un tel parti, il ne pouvait songer à renverser l'impérialisme et à instaurer sa dictature.

Or, ce parti, c'est le parti du léninisme
Quelles en sont les caractéristiques ?

Le Parti, avant-garde de la classe ouvrière

Le Parti doit être l'avant-garde de la classe ouvrière. Il doit en grouper les meilleurs éléments, incarner leur expérience, leur esprit révolutionnaire, leur dévouement illimité à la cause du prolétariat. Mais pour remplir son rôle, il doit être armé de la théorie révolutionnaire, connaître les lois du mouvement, les lois de la révolution. Sinon, il n'est pas en état d'entraîner le prolétariat à sa suite et de diriger sa lutte. Il ne peut être un parti véritable s'il se borne à enregistrer ce que sent et pense la masse ouvrière et à suivre le mouvement spontané, routinier et indifférent à la politique; s'il ne sait pas s'élever au-dessus des intérêts passagers du prolétariat et inculquer à la masse la conscience de classe. Il doit marcher en tête de la classe ouvrière, voir plus loin que cette dernière, entraîner à sa suite le prolétariat et non se traîner à sa remorque comme les partis de la II^e Internationale, qui font ainsi du prolétariat l'instrument de la bourgeoisie. Seul, un parti conscient de son rôle d'avant-garde et capable d'élever la masse prolétarienne à la conscience de classe est en état de détourner la classe ouvrière de la voie du trade-unionisme et de la transformer en une force politique indépendante. Le Parti est le chef politique de la classe ouvrière.

J'ai exposé plus haut les difficultés de la lutte de la classe ouvrière, la nécessité de la stratégie et de la tactique, les règles de la manœuvre et de l'utilisation des réserves, les procédés de l'offensive et de la défensive. Comment la masse innombrable des prolétaires pourra-t-elle se débrouiller dans cette complexité, comment trouvera-t-elle l'orientation juste? Une armée en guerre ne peut se passer d'un état-major si elle ne veut pas être battue. A plus forte raison, le prolétariat ne peut-il s'en passer, s'il ne veut pas se livrer pieds et poings liés à ses ennemis. Mais où trouver cet état-major? Uniquement dans le parti révolutionnaire. Sans lui, la classe ouvrière est une armée privée de direction.

Mais le Parti ne peut être seulement l'avant-garde. Il doit être en même temps une partie de la classe, partie intimement liée à cette dernière. La distinction entre l'avant-garde et le reste de la masse ouvrière, les membres du Parti et les sans-parti, ne peut cesser tant que les classes n'auront pas disparu, tant que le prolétariat verra affluer dans ses rangs des transfuges d'autres classes, tant que la classe ouvrière tout entière ne pourra s'élever au niveau de son avant-garde. Mais le Parti faillirait à son rôle si cette distinction se transformait en rupture, s'il se renfermait en lui-même et se détachait des masses sans-parti. Pour diriger la classe, il faut qu'il soit lié avec les sans-parti, que ceux-ci acceptent sa direction, qu'il jouisse parmi eux d'une autorité morale et politique incontestable. Deux cent mille ouvriers viennent d'entrer dans notre Parti. Fait remarquable : ils sont moins venus d'eux-mêmes qu'ils n'y ont été envoyés par leurs camarades sans-parti, qui les ont présentés et ont été en général appelés à ratifier leur admission. Cela prouve que la masse des ouvriers sans-parti considère notre Parti comme le sien, comme le parti au développement duquel elle est vitale et intéressée et auquel elle confie librement son sort. Il est évident que, sans ces liens moraux invisibles qui la relient à notre Parti, ce dernier perdrait considérablement de sa force. Le Parti est partie indissoluble de la classe ouvrière.

Nous sommes le parti de la classe, qui, par suite,

doit presque totalement (en temps de guerre civile, totalement) agir sous la direction de notre Parti, se serrer le plus possible autour de lui. Mais il serait erroné de croire que, sous le capitalisme, toute la classe ou presque soit en état de s'élever à la conscience et à l'activité de son avant-garde, de son parti socialiste. Sous le capitalisme, on le voit, l'organisation professionnelle elle-même (plus primitive, plus accessible aux couches arrières) peut arriver à englober toute ou presque toute la classe ouvrière. Mais ne pas comprendre l'étendue de nos tâches, les restreindre, ce serait oublier la différence entre l'avant-garde et la masse dont elle est l'aimant, ce serait oublier l'obligation constante de l'avant-garde qui est d'élever progressivement les larges couches prolétariennes à son niveau. (Un pas en avant.)

Le Parti, détachement organisé de la classe ouvrière

Le Parti n'est pas seulement l'avant-garde de la classe ouvrière. S'il veut diriger véritablement la lutte de cette dernière, il doit en être également le détachement organisé. En régime capitaliste, il a des tâches extrêmement importantes et variées. Il doit diriger le prolétariat dans sa lutte parmi les difficultés de toute sorte, le mener à l'offensive lorsque la situation l'exige, le soustraire par la retraite aux coups de son adversaire quand il risque d'être écrasé par ce dernier, inculquer à la masse des ouvriers sans-parti l'esprit de discipline, de méthode, d'organisation, de fermeté nécessaire à la lutte. Mais il ne peut s'acquitter de ces tâches que s'il est lui-même la personnification de la discipline et de l'organisation, que s'il est lui-même le détachement organisé du prolétariat. Sinon, il ne saurait prétendre à la direction de la masse prolétarienne. Le Parti est le détachement organisé de la classe ouvrière.

Le premier point de notre statut, rédigé par Lénine, détermine que le Parti est un tout organisé; il le considère comme la somme de ses organisations et ses membres comme les membres d'une de ses organisations. Les mencheviks qui, en 1903 déjà, combattaient cette formule, proposaient un « système » d'admission automatique dans le Parti. D'après eux, la qualité de membre du Parti devait être accordée à tout professeur, collégien, sympathisant ou gréviste soutenant de façon ou d'autre le Parti, mais n'adhérant et ne voulant adhérer à aucune de ses organisations. Il est clair que l'adoption de ce système aurait eu pour résultat de remplir le Parti de professeurs et de collégiens, d'en faire une institution amorphe, perdue dans la masse des « sympathisants », où il eût été impossible d'établir une distinction entre le Parti et la classe et d'élever les masses inorganisées au niveau de leur avant-garde. Avec ce système opportuniste, notre Parti n'aurait pu, évidemment, accomplir son rôle d'organisateur de la classe ouvrière au cours de la révolution.

Si l'on admet le point de vue de Martov, les frontières du Parti restent indéterminées, car « chaque gréviste » peut « se déclarer membre du Parti ». Quelle est l'utilité de cet amorphisme? L'extension d'une simple « appellation ». Sa nocivité? La confusion, essentiellement désorganisatrice, de la classe et du Parti. (Un pas en avant.)

Mais le Parti est non seulement la somme, mais aussi le système unique de ses organisations, leur union formelle en un tout unique, comportant des

organes supérieurs et inférieurs de direction, où la minorité se soumet à la majorité et où les décisions pratiques adoptées sont obligatoires pour tous les membres. S'il n'en était pas ainsi, le Parti ne pourrait réaliser la direction méthodique et organisée de la lutte de la classe ouvrière.

Auparavant, notre Parti n'était pas un tout formellement organisé, mais seulement la somme des groupes particuliers. Aussi ces groupes ne pouvaient-ils exercer les uns sur les autres qu'une influence idéologique. Maintenant, nous sommes devenus un parti organisé; autrement dit nous avons un pouvoir, en vertu duquel les instances inférieures du Parti sont subordonnées aux instances supérieures. (Un pas en avant.)

Le principe de la soumission de la minorité à la majorité, de la direction du travail par un organisme central, a été souvent attaqué par les éléments instables, qui le qualifiaient de bureaucratisme, de formalisme, etc. Mais sans ce principe, dont le léninisme, en matière d'organisation est l'application stricte, le Parti ne pourrait accomplir un travail méthodique, ni diriger la lutte de la classe ouvrière. L'opposition à ce principe est qualifiée de « nihilisme russe » par Lénine, qui déclare qu'il faut en finir avec cet « anarchisme de grand seigneur ».

Voici ce qu'il dit à ce propos dans *Un pas en avant* :

Cet anarchisme de grand seigneur est caractéristique du nihiliste russe, auquel l'organisation du Parti semble une monstrueuse « fabrique »; la soumission de la partie au tout et de la minorité à la majorité, une servitude; la division du travail sous la direction d'un organisme central, une transformation des hommes en « rouages »; le statut d'organisation du Parti, une chose inutile dont on pourrait fort bien se passer... Il est clair que ces protestations contre le « bureaucratisme » ne servent qu'à masquer chez leurs auteurs un mécontentement personnel de la composition des organismes centraux... Tu es un bureaucrate parce que tu as été nommé par le Congrès non pas avec, mais contre mon agrément; tu es un formaliste parce que tu t'appuies sur la décision formelle du Congrès et non sur mon consentement; tu agis mécaniquement parce que tu te réfères à la majorité du Congrès du Parti et que tu ne tiens pas compte de mon désir d'être coopté; tu es un autocrate parce que tu ne veux pas remettre le pouvoir aux mains du vieux groupe de copains. (1)

Le Parti, forme supérieure de l'organisation de classe du prolétariat

Le Parti est le détachement organisé, mais non la seule organisation de la classe ouvrière. Cette dernière en a une série d'autres qui lui sont indispensables dans la lutte contre le capital : syndicats, coopératives, comités d'usines, fractions parlementaires, unions de femmes sans-parti, presse, associations culturelles, unions des jeunes, organisations combattives révolutionnaires (au cours de l'action révolutionnaire directe), soviets de députés, Etat (si le prolétariat est au pouvoir), etc. La plupart de ces organisations sont sans-parti; quel-

(1) Il s'agit ici d'Axelrod, Martov, Potressov et autres qui ne se soumettaient pas aux décisions du 3^e Congrès et accusaient Lénine de bureaucratisme.

ques-unes seulement adhèrent au Parti ou en sont une ramification. Toutes elles sont, dans certaines conditions, absolument nécessaires à la classe ouvrière, pour consolider ses positions de classe dans les différentes sphères de la lutte et en faire une force capable de remplacer l'ordre bourgeois par l'ordre socialiste.

Mais comment réaliser l'unité de direction avec des organisations aussi diverses ? Comment éviter que leur multiplicité n'entraîne des dissensions dans la direction ? Ces organisations, dira-t-on, accomplissent chacune leur travail dans leur sphère spéciale et, par suite, elles ne peuvent se gêner. C'est juste. Mais toutes elles doivent mener leur action dans une direction unique, car elles servent une seule classe : celle des prolétaires. Qui donc détermine cette direction unique ? Quelle est l'organisation centrale assez expérimentée pour élaborer cette ligne générale et capable, grâce à son autorité, d'inciter toutes ces organisations à la suivre, d'obtenir l'unité de direction et d'exclure la possibilité des à-coups ?

Cette organisation, c'est le Parti du prolétariat.

Il a, en effet, toutes les qualités nécessaires. Tout d'abord, il renferme l'élite de la classe ouvrière, élite liée directement avec les organisations sans-parti du prolétariat, que fréquemment elle dirige. En second lieu, il est la meilleure école pour la formation de leaders capables de diriger les différentes organisations de la classe ouvrière. En troisième lieu, il est, par son expérience et son autorité, la seule organisation capable de centraliser la lutte du prolétariat et de transformer ainsi toutes les organisations sans-parti de la classe ouvrière en organes de liaison avec cette dernière. Le Parti est la forme supérieure de l'organisation de classe du prolétariat.

Ce n'est pas à dire, certes, que les organisations sans-parti : syndicats, coopératives, etc., doivent être formellement subordonnées à la direction du Parti. Ce qu'il faut, c'est que les communistes affiliés à ces organisations, où ils jouissent d'une grande influence, s'efforcent par la persuasion de les rapprocher du parti du prolétariat et de leur en faire accepter la direction politique.

Voilà pourquoi Lénine dit que « le Parti est la forme supérieure de l'union de classe des prolétaires », dont la direction politique doit s'étendre à toutes les autres formes d'organisation du prolétariat.

Voilà pourquoi la théorie opportuniste de l'« indépendance » et de la « neutralité » des organisations sans-parti, théorie qui engendre des parlementaires indépendants et des publicistes détachés du Parti, des syndicalistes étroits et des coopérateurs embourgeoisés, est absolument incompatible avec la théorie et la pratique du léninisme.

Le Parti, instrument de la dictature du prolétariat

Le Parti est la forme supérieure de l'organisation du prolétariat. Il est le principe directeur de la classe prolétarienne et de ses organisations. Mais il ne s'ensuit pas qu'on doive le considérer comme une fin en soi, comme une force se suffisant à elle-même. Le Parti est, en même temps que la forme supérieure de l'union de classe des prolétaires, un instrument entre les mains du prolétariat, tout d'abord pour l'instauration de la dictature, puis pour sa consolidation et son élargissement. Il ne pourrait avoir une telle importance si la question de la conquête du pouvoir ne se posait pas au prolé-

tariat, si l'existence de l'impérialisme, l'inévitabilité des guerres, l'existence d'une crise n'exigeaient la concentration de toutes les forces du prolétariat et de tous les fils du mouvement révolutionnaire entre les mains d'un organe unique. Le Parti est nécessaire au prolétariat tout d'abord comme état-major pour la prise du pouvoir. Il est évident que, sans un parti capable de rassembler autour de lui les organisations de masse du prolétariat et de centraliser au cours de la lutte la direction de tout le mouvement, les ouvriers n'auraient pu réaliser en Russie leur dictature révolutionnaire.

Mais le Parti n'est pas nécessaire seulement pour l'instauration de la dictature; il l'est encore davantage pour maintenir la dictature, la consolider et l'élargir afin d'assurer la victoire complète du socialisme.

On se rend compte maintenant que les bolcheviks n'auraient pu garder le pouvoir, je ne dis pas deux années et demie, mais deux mois et demi, si notre Parti n'avait été régi par une discipline de fer et soutenu sans réserve par la masse de la classe ouvrière, c'est-à-dire par tous ses éléments conscients, honnêtes, dévoués et assez influents pour entraîner à leur suite les autres couches. (Maladie Infantile.)

Mais, qu'est-ce que « maintenir » et « élargir » la dictature? C'est inculquer aux masses prolétariennes l'esprit de discipline et d'organisation, les prémunir contre l'influence délétère de l'élément petit-bourgeois, rééduquer les couches petites-bourgeoises et transformer leur mentalité, aider les masses prolétariennes à devenir une force capable de supprimer les classes et de préparer les conditions pour l'organisation de la production socialiste. Mais tout cela est impossible à accomplir sans un parti fort par sa cohésion et sa discipline.

La dictature du prolétariat est une lutte acharnée, avec et sans effusion de sang, une lutte violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative contre les forces et les traditions de l'ancienne société. La force de l'habitude de millions et de dizaines de millions d'hommes est la plus terrible. Sans un parti de fer, sans un parti trempé dans la lutte, jouissant de la confiance de tous les éléments honnêtes de la classe, sachant observer l'état d'esprit de la masse et influencer sur elle, il est impossible de mener une telle lutte. (Maladie Infantile.)

Le Parti est nécessaire au prolétariat pour l'instauration et le maintien de la dictature. Mais il ne s'ensuit pas que la disparition des classes et de la dictature du prolétariat doive entraîner celle du Parti.

Le Parti, volonté unique, incompatible avec l'existence de fractions

La conquête et le maintien de la dictature du prolétariat sont impossibles sans un parti fort par sa cohésion et sa discipline. Mais la discipline de fer ne saurait se concevoir sans l'unité de volonté, sans l'unité d'action intégrale de tous les membres du Parti. Cela ne signifie pas que la possibilité de lutte d'opinions soit exclue au sein du Parti. La discipline, en effet, loin d'exclure, pré suppose la critique et la lutte des opinions. A plus forte raison, cela ne signifie pas que la discipline doive être « aveugle ». La discipline n'exclut pas, mais pré suppose la conscience, la soumission volontaire, car seule une discipline consciente peut être une discipline de fer. Mais lorsque la controverse est

terminée et que la décision est prise, l'unité de volonté et l'unité d'action de tous les membres du Parti sont la condition indispensable sans laquelle il n'y a ni parti, ni discipline.

A l'époque actuelle d'exacerbation de la guerre civile, le Parti communiste ne peut accomplir sa tâche que s'il est organisé sur les bases centralistes, régi par une discipline de fer, presque militaire, dirigé par un organisme central investi d'une forte autorité, disposant de pouvoirs étendus et jouissant de la confiance générale des membres du Parti. (Conditions d'admission dans l'Internationale Communiste.)

Telle doit être la discipline dans le Parti, non seulement avant, mais après l'instauration de la dictature.

Affaiblir tant soit peu la discipline de fer dans le parti du prolétariat (particulièrement pendant sa dictature) c'est aider effectivement la bourgeoisie contre le prolétariat. (Maladie Infantile.)

Il s'ensuit que l'existence de fractions est incompatible avec l'unité et la discipline du Parti. Il est évident qu'elle amène l'existence de plusieurs centres de direction, par suite l'absence d'une direction générale, le morcellement de la volonté unique qui doit présider à l'accomplissement des tâches du Parti, le relâchement de la discipline, l'affaiblissement de la dictature. Certes, les partis de la II^e Internationale qui combattent la dictature du prolétariat et ne veulent pas mener les prolétaires à la conquête du pouvoir peuvent se permettre le luxe des fractions, car ils n'ont pas besoin d'une discipline de fer. Mais les partis de l'Internationale Communiste, qui organisent leur action en vue de la conquête du pouvoir et du maintien de la dictature du prolétariat, ne peuvent s'offrir ce luxe. Le Parti, c'est l'unité de volonté excluant tout fractionnement, tout morcellement du pouvoir dans son sein.

C'est pourquoi, dans une résolution spéciale du X^e Congrès, Lénine montre le « danger du fractionnement pour l'unité du Parti et la réalisation de l'unité de volonté de l'avant-garde du prolétariat, unité qui est la condition essentielle du succès de la dictature du prolétariat ».

C'est pourquoi, au même Congrès, il réclame « la suppression complète de toute fraction » et la « dissolution immédiate de tous les groupes qui se sont constitués sur telle ou telle plate-forme », sous peine « d'exclusion immédiate du Parti ». (V. la résolution : *Sur l'unité du Parti.*)

Le Parti se fortifie en s'épurant des éléments opportunistes

Les éléments opportunistes du Parti sont la source des fractions. Le prolétariat n'est pas une classe fermée. Paysans, petits-bourgeois, intellectuels prolétariés par le développement du capitalisme ne cessent d'affluer dans ses rangs. En même temps, ses couches supérieures (dirigeants syndicaux et parlementaires, entretenus par la bourgeoisie avec la plus-value des colonies) ont une tendance continue à se désagréger. « Ces ouvriers embourgeoisés, cette aristocratie « ouvrière », petite-bourgeoise par son genre de vie, ses salaires, son idéologie, est la principale force de la II^e Internationale et, actuellement, le plus sûr rempart social de la bourgeoisie. Ces gens sont de véritables agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, des commis du capitalisme, des propagateurs du réformisme et du chauvinisme. » (*L'Impérialisme.*)

Tous ces groupes petits-bourgeois pénètrent de façon ou d'autre dans le Parti, où ils introduisent l'esprit d'opportunisme. Ils représentent la principale source de fractionnement et de désagrégation; ils désorganisent le Parti, le sapent de l'intérieur. Engager la bataille contre l'impérialisme avec de tels « alliés », c'est s'exposer à être attaqué à la fois par devant et par derrière. C'est pourquoi, il faut combattre impitoyablement ces éléments opportunistes et ne pas hésiter à les expulser du Parti.

Prétendre qu'il faut en triompher par une lutte idéologique au sein du Parti est une théorie dangereuse qui condamne le Parti à la paralysie, à un malaise chronique, qui menace de le livrer à l'opportunisme, de laisser le prolétariat sans parti révolutionnaire, de le priver de son arme principale dans la lutte contre l'impérialisme. Notre Parti n'aurait pu prendre le pouvoir et organiser la dictature du prolétariat, il n'aurait pu vaincre dans la guerre civile, s'il avait eu parmi ses membres des Martov et des Dan, des Potressov et des Axelrod. S'il a réussi à créer son unité intérieure et à scuder fortement ses rangs, c'est surtout parce qu'il a su s'épurer à temps des scories de l'opportunisme et expulser les liquidateurs et les mencheviks. Pour se développer et se fortifier, les partis prolétariens doivent se débarrasser des opportunistes et des réformistes, des social-impérialistes et des social-chauvins, des social-patriotes et des social-pacifistes. Le Parti se fortifie en se libérant des éléments opportunistes.

Avec des réformistes et des mencheviks dans ses rangs, il est impossible à la révolution prolétarienne de vaincre, de se maintenir. Cela est évident a priori. En outre, cela a été confirmé par l'expérience de la Russie et de la Hongrie... En Russie, le régime soviétiste a traversé à maintes reprises des situations difficiles où il aurait été certainement renversé si les mencheviks, les réformistes, les démocrates petits-bourgeois étaient restés dans notre Parti. En Italie, de l'avis général, le prolétariat va bientôt engager les batailles décisives avec la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir politique. En un pareil moment, il est indispensable d'éloigner les mencheviks, les réformistes, les turalistes du Parti; bien plus, il sera peut-être utile d'écarter de tout poste important les communistes tant soit peu hésitants ou enclins à réaliser l'unité avec les réformistes... A la veille ainsi qu'au moment de la bataille pour le triomphe de la révolution, les plus légères hésitations dans le Parti peuvent tout perdre, faire échouer la révolution, arracher au prolétariat le pouvoir encore mal assuré et en butte à des attaques furieuses. Si, à ce moment, les chefs hésitants se retirent, il en résulte, non pas un affaiblissement, mais un renforcement du Parti, du mouvement ouvrier et de la révolution. (Lénine : Discours mensongers sur la liberté.)

LE STYLE

Il ne s'agit pas ici du style littéraire, mais de ce que l'on pourrait appeler le style du travail. Le léninisme est une école théorique et pratique qui forme un type spécial de militants, un style particulier de travail. Quelles sont les caractéristiques de ce style?

Il y en a deux : l'envolée révolutionnaire russe et l'esprit pratique américain. Le léninisme consiste dans leur alliance harmonieuse.

L'envolée révolutionnaire est l'antidote contre la routine, le conservatisme, la stagnation idéologi-

que, la soumission servile aux traditions ancestrales. Elle est la force vivifiante qui éveille la pensée, pousse en avant, brise le passé, ouvre de vastes perspectives et sans laquelle aucune progression n'est possible. Mais, dans la pratique, elle dégénérerait en phraséologie « révolutionnaire » si elle n'était alliée au praticisme américain. Nombreux sont les exemples de cette dégénérescence. Qui ne connaît la maladie de la construction « révolutionnaire », dont la source est une foi aveugle au plan-force, au décret capable de tout créer et de tout arranger? Dans un récit intitulé : *L'homme communiste perfectionné*, un écrivain russe, I. Ehrenburg, a très bien décrit, quoique avec quelques exagérations, un type de bolchevik qui, atteint de cette maladie, s'est donné pour but de faire le schéma de l'homme idéal et... s'est complètement enlaidi dans ce « travail ». Mais personne n'a raillé avec autant de vigueur que Lénine, qui la qualifiait de « vanité communiste », cette foi malade en la puissance des plans et la force souveraine des décrets.

La vanité communiste est le fait du communiste qui se figure pouvoir venir à bout de toutes ses tâches au moyen de décrets communistes. (Discours au Congrès de la Section d'Education Politique.)

Au révolutionnarisme creux Lénine opposait généralement les tâches ordinaires, quotidiennes, soulignant par là que la fantaisie révolutionnaire est contraire à l'esprit et à la lettre du léninisme.

Moins de phrases pompeuses — dit-il — et plus de travail journalier... moins de trépidation politique et plus d'attention aux faits les plus simples, mais les plus tangibles de la construction communiste...

L'esprit pratique américain est au contraire un antidote contre la fantaisie « révolutionnaire ». C'est la force tenace pour qui l'impossible n'existe pas, qui surmonte patiemment tous les obstacles et mène à bout toute tâche commencée, même infime. Mais ce praticisme dégénère presque fatalement en affairisme vulgaire s'il ne s'allie à l'envolée révolutionnaire. Cette déformation spéciale a été décrite par B. Pilniak dans sa nouvelle : *La Faim*. L'auteur dépeint des types de « bolcheviks » russes, volontaires, décidés, énergiques, mais sans horizon, ne voyant pas la portée lointaine de leurs actes, le but à atteindre, et déviant par suite de la voie révolutionnaire. Personne n'a combattu aussi rudement que Lénine cet affairisme. Il le qualifiait de « praticisme étroit, acéphale » et lui opposait ordinairement l'œuvre révolutionnaire inspirée, la perspective révolutionnaire dans les moindres tâches journalières, soulignant par là que ce praticisme est aussi contraire au léninisme véritable que la fantaisie « révolutionnaire ».

Alliance de l'envolée révolutionnaire russe avec l'esprit pratique américain : telle est l'essence du léninisme pratique. Seule, cette alliance nous donne le type achevé du travailleur léniniste.

J. STALINE.

BIBLIOTHEQUE COMMUNISTE

N. LENINE

Sur la Route de l'Insurrection

En vente à la Librairie de l'Humanité,
120, rue Lafayette, Paris

Le Gouvernement Herriot et la Russie

Les financiers internationaux

On se rappelle les promesses faites par M. Herriot comme leader du Bloc des Gauches, à propos de la reconnaissance de la Russie soviétique et des relations franco-russes.

Il était alors partisan enthousiaste de la reprise des relations avec la Russie.

Cependant son avancement au pouvoir amena un changement sensible dans son attitude.

La déclaration ministérielle lue au Parlement faisait allusion à la question russe d'une façon très confuse qui contrastait singulièrement avec les affirmations non équivoques faites par Herriot auparavant.

Les causes de ce revirement peuvent s'expliquer par la pression qu'exercent sur le nouveau gouvernement, non seulement les banquiers parisiens, mais surtout les financiers de New-York et de Londres.

Pour expliquer l'influence que les magnats internationaux exercent sur le nouveau ministère, il faut remonter au début de l'année 1924, à l'époque où le mouvement de baisse du franc sur le marché des changes prit des proportions catastrophiques.

La livre sterling et le dollar qui cotaient à la Bourse de Paris, le 4 janvier 1924, respectivement 88,22 et 20,57, atteignaient, le 16 février 97,63 et 21,90 ; le 29 février, ils s'élevaient à 102,65 et 23,92 et progressaient, le 11 mars, jusqu'à 115,93 et 27,18.

Cette hausse formidable des devises étrangères appréciées sur le marché de Paris, était cependant enrayée, et le 13 mars voyait la livre sterling à 97,65 et le dollar à 22,74.

Le mouvement de reprise du franc s'accroissait si bien que, le 23 avril, la livre cotait à Paris 65,12, et le dollar 14,82.

Un tel résultat n'avait pu être obtenu que par l'intervention de moyens financiers de grande envergure dont le gouvernement d'alors, présidé par Poincaré, avait dû faire usage.

La manœuvre de révalorisation du franc n'avait pu être engagée que grâce à un prêt de 100 millions de dollars et à un autre prêt de 2 millions de livres sterling, consentis au gouvernement français par des banquiers de Londres et de New-York.

Les dollars avaient été prêtés par la banque *J. Pierpont Morgan and Co*, de New-York, et les livres sterling par la banque *Lazard Brothers*, de Londres.

Les conditions imposées par ces puissances financières au gouvernement français ne furent jamais officiellement dévoilées.

Cependant, il est permis de penser qu'elles comprenaient l'adhésion de Poincaré au plan des experts, la renonciation à toute politique d'emprunt intérieur, la réduction des crédits alloués à la reconstruction des régions dévastées par la guerre, et sans doute l'engagement de ne pas contrecarrer les plans des financiers anglo-saxons, créanciers de la France.

La situation du franc se trouve donc, de ce fait, liée au bon vouloir des Morgan et des Lazard, qui, s'ils exigeaient le remboursement de leur « masse de manœuvre » amèneraient la débâcle sur le marché des changes.

Herriot se rendit si bien compte de cette situation, que dans des conversations tenues avant sa venue au pouvoir qui furent rendues publiques, il parla de « turquification » de la France au profit des financiers internationaux.

Cette situation de vasselage financier de la France envers les financiers internationaux permet de mieux saisir quels sont les ressorts cachés de la politique française dans la question qui nous occupe, c'est-à-dire dans celle des relations franco-russes.

La discussion qui s'est engagée le 7 juillet dernier à la Chambre des Communes, à Londres, à propos de la politique extérieure du gouvernement Mac Donald, nous a apporté quelque lumière à ce sujet.

Lors du débat sur les relations anglo-russes, M. Edward Charles Grenfell, représentant de la *City* de Londres, apporta à la tribune le point de vue des banquiers britanniques qui, est-il besoin de le dire, sont hostiles à toute politique qui ne fasse pas de la Russie un champ propice au pillage, de ses ressources économiques au profit de ces messieurs, comme cela existe en Autriche et en Hongrie, et bientôt en Allemagne.

Nous ne nous serions pas arrêtés au discours de M. Edward Charles Grenfell, si ses paroles n'avaient pas une signification toute particulière par suite de l'influence que représente celui qui les a prononcées.

Edward Ch. Grenfell est associé dans la Banque *Morgan Grenfell and Co*, de Londres, à J. Pierpont Morgan, de New-York, et il en partage la direction avec le propre fils de J. Pierpont Morgan, Junius S. Morgan junior.

E. C. Grenfell est aussi administrateur d'un certain nombre de compagnies de navigation et d'assurances où Morgan possède des intérêts ; il fait partie du conseil de direction de la *Bank of England*.

Les Morgan sont alliés à *Lazard Brothers* par leur co-association dans *Morgan Grenfelle and Co*. Vivian Hugh Smith, qui est administrateur de la *Hudson's Bay Company Ltd*, en dehors d'un certain nombre d'autres affaires où il représente les Morgan.

La *Hudson's Bay Company*, qui possède d'immenses exploitations agricoles et forestières au Canada, se livre aussi au commerce des fourrures. Elle a comme gouverneur sir Robert Molesworth Kindersley, administrateur directeur de la Banque *Lazard Brothers*, de la *Bank of England*, etc.

On comprend mieux maintenant les raisons qui poussent M. Herriot à ne pas donner suite pour le moment à ce projet de reconnaître la Russie.

S'il avait enfreint les ordres des forbans ennemis de l'Union de Républiques soviétiques, les Morgan et les Lazard, nul doute que le remboursement de leurs avances aurait été exigé, privant ainsi le franc du soutien dont il a absolument besoin pour échapper au désastre.

M. Herriot sous peine de voir la dévalorisation rapide du franc se produire à brève échéance, ce qui aurait amené sa chute du pouvoir, a dû comme son prédécesseur Poincaré, accepter la « turquification » de la France qu'il stigmatisait si bien avant de prendre le pouvoir.

C'est là une des principales raisons qui ont

empêché ce politicien médiocre de réaliser son plan de rapprochement avec la Russie.

Le chemin de fer de l'Est chinois

Le chemin de fer de l'Est chinois est un facteur du développement indispensable économique de la Sibérie et de la Mandchourie septentrionale. Il suffit de prendre une carte d'Asie pour se rendre compte de l'importance économique et politique de ce chemin de fer. Il traverse la Mandchourie de l'est à l'ouest (de Mandchou à Pogranitchnaïa) et du nord au sud, de Karbhine à Dalny et Port-Arthur (Corée).

Il fut concédé en 1896 par la Chine à la *Banque Russo-Chinoise* agissant comme truchement du gouvernement tsariste ; l'Etat russe ne pouvant pas officiellement posséder un réseau de voies ferrées en Mandchourie, territoire dépendant de l'Etat chinois.

Sa construction qui remonte à 1898 fut financée par le gouvernement russe qui possédait les mille actions du chemin de fer de l'Est chinois, déposées à la banque d'Etat russe. Le gouvernement russe engagea pour sa construction et son entretien 73 millions de livres sterling.

La concession de cette ligne fut négociée au cours des fêtes du couronnement de l'empereur Nicolas II et fut consacrée par un accord politique secret, d'après lequel la Chine, contre la promesse d'une aide militaire russe dans certaines éventualités, accordait à la Russie le droit de construire une voie ferrée traversant la Mandchourie pour des fins militaires et commerciales.

Pour que la concession de cette ligne en territoire chinois ne semble pas affecter l'intégrité territoriale de la Chine, le transfert nominal du chemin de fer de l'Est chinois fut effectué entre les mains de la *Banque Russo-Chinoise*.

Cependant, depuis sa construction jusqu'en 1917, le chemin de fer de l'Est chinois se trouva sous le contrôle direct du ministère des Finances russe. Le Conseil d'administration de cette compagnie ne pouvait prendre aucune décision importante sans en référer au ministre des Finances. L'Etat russe était donc entièrement maître du chemin de fer.

Le contrat signé entre les gouvernements de Pékin et de Pétersbourg donnait au gouvernement tsariste le droit, non seulement de construire et d'exploiter le chemin de fer, mais aussi le droit d'installer des tribunaux, des bureaux de poste, des écoles et de posséder des détachements armés tout le long du tracé de la ligne, dans une zone déterminée par l'accord russo-chinois, appelée zone d'aliénation.

Certains succursales de la *Banque Russo-Chinoise* en Mandchourie, telle que celle de Karbhine, étaient de véritables forteresses qui comprenaient des logements pour les troupes russes, des casemates à munitions, des emplacements pour les batteries d'artillerie et pour les chevaux.

Les impôts des régions traversées par la ligne étaient levés par les agents du gouvernement de Pétersbourg, et en définitive, l'établissement de ce chemin de fer et les prérogatives que comportait la concession, constituaient en fait l'extension de la domination russe sur la Mandchourie.

On sait que ce mouvement d'expansion russe en Chine fut enrayé par la guerre russo-japonaise, où les Japonais jouèrent le rôle d'agents des banquiers de Londres qui voyaient avec crainte l'influence russe s'étendre en Extrême-Orient.

Le traité de Portsmouth, en 1905, mit fin à cette

guerre, et obligea la Russie à abandonner le tronçon méridional du chemin de fer de l'Est chinois (de Tehangoun à Dalny et Port-Arthur) qui fut cédé au Japon.

En 1910, la *Banque Russo-Chinoise* absorba la *Banque du Nord* et prit le nom de *Banque Russo-Asiatique*, qu'elle possède encore. Il n'y eut rien de changé dans les rapports de cette banque avec le gouvernement tsariste, et elle continua d'assurer le même rôle qu'auparavant vis-à-vis du chemin de fer de l'Est chinois.

En 1917, après la prise du pouvoir par les Soviétiques, la *Banque Russo-Asiatique* profitant de la situation trouble d'alors, rompit toutes relations avec le gouvernement des Soviets qui, comme successeur du gouvernement tsariste, héritait des droits de la Russie sur le chemin de fer de l'Est chinois construit en grande partie avec les deniers publics russes.

En octobre 1920, cette banque passait un contrat avec le gouvernement chinois d'alors d'après lequel elle était reconnue comme *seule bénéficiaire de la concession du chemin de fer de l'Est chinois*. Les financiers qui la dirigeaient espéraient pouvoir l'escamoter à leur profit.

Cependant cette manœuvre de rapine exécutée grâce à des moyens très suspects, ne put empêcher — malgré la pression exercée par les ambassadeurs de France, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis à Pékin, agissant au nom de leurs gouvernements, eux-mêmes défenseurs de leurs financiers — la Chine et la Russie soviétique de s'entendre sur la question du chemin de fer de l'Est chinois, dont le contrôle fut remis à la Russie en juin 1924.

La banque Russo-Asiatique et la politique française

L'accord réalisé entre la Chine et la Russie, à propos du chemin de fer de l'Est chinois, n'a pas été étranger non plus à l'attitude du gouvernement français envers la Russie.

On sait quelle pression essaya d'exercer sur le gouvernement chinois, l'ambassadeur de France à Pékin ; et cela pour défendre les intérêts de la *Banque Russo-Asiatique*, dont les dirigeants possédaient, sous le régime tsariste, le contrôle du chemin de fer de l'Est chinois.

La *Banque Russo-Asiatique*, où les capitaux français occupent une place importante, jouit depuis longtemps de l'appui officiel français.

C'est ainsi qu'à la Conférence de Washington, où les impérialismes du vieux et du nouveau continent s'affrontèrent, M. Albert Sarraut, ancien gouverneur de l'Indochine et délégué français à ladite conférence, s'était entendu avec les Américains pour enlever le contrôle du chemin de fer aux Chinois, qui le détenaient alors.

Les Chinois s'opposèrent à ces visées, et M. Sarraut écrivait à ce sujet, dans une lettre à M. Poincaré :

« J'ai cherché de mon côté à faire consolider les titres sur le chemin de fer de la *Banque Russo-Asiatique* en raison du caractère français de son capital.

« En même temps, je me suis associé énergiquement aux efforts de M. Elihu Root (délégué américain) pour faire reconnaître que les droits de la Russie doivent être intangibles. »

(Livre Jaune 1923. Conférence de Washington, lettre n° 134 du 4 février 1922, de M. Albert Sarraut à M. Poincaré.)

On remarquera l'aveu de M. Sarraut, qui écrit :

« le chemin de fer de la *Banque Russo-Asiatique* », pour parler du chemin de fer de l'Est chinois.

Ceci permet de juger la valeur de son intervention pour que les droits de la Russie sur les chemins de fer soient reconnus « intangibles ».

Pour les gouvernants français, « les droits de la Russie » pouvaient se traduire par les « droits de la *Banque Russo-Asiatique* ».

La sollicitude que manifeste le gouvernement français pour la *Banque Russo-Asiatique* s'explique par suite de la présence, dans son Conseil d'administration et de direction, de représentants de la haute banque parisienne, et en particulier de la puissante *Banque de Paris et des Pays-Bas*, de la *Société Générale* et de la *Banque de l'Union Parisienne*.

L'accord russo-chinois qui fait passer le chemin de fer de l'Est chinois sous le contrôle du gouvernement des Soviets, a déjoué les entreprises de rapine de ces requins, d'où l'attitude quasi hostile qu'ils ont dictée à leur domestique Herriot, le politicien radical-socialiste, comme ils la dictaient hier à Poincaré et à son sous-ordre Albert Sarraut, autre politicien radical.

La *Banque de Paris et des Pays-Bas*, qui est la plus puissante banque française d'affaires, a comme vice-président M. Jules Cambon, qui fut ambassadeur de France à Berlin en 1914, et président de la Conférence des Ambassadeurs, qui réunit les ambassadeurs de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et du Japon.

En dehors de l'influence qu'elle peut exercer sur le gouvernement français par suite de sa puissance financière, la *Banque de Paris et des Pays-Bas* joue dans les tractations diplomatiques internationales un rôle de premier plan, en partie grâce à l'autorité dont jouit son vice-président, M. Jules Cambon, dans les sphères diplomatiques.

Les représentants de cette banque dans la *Banque Russo-Asiatique* sont :

M. André Bénac, qui est aussi administrateur de la *Société Générale pour favoriser le Commerce et l'Industrie en France*. Cette banque évolue dans l'orbite de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*.

Viennent ensuite : A. Turetini, L. Davydoff, de la *Banque Générale pour le Commerce étranger*, que vient de créer la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, avec un capital de 15 millions ; enfin, De-jardin-Verkinder, de la *Société Générale*.

La *Banque de Paris et des Pays-Bas* contrôle un grand nombre d'entreprises commerciales, industrielles et financières en France, aux colonies et à l'étranger.

Son emprise sur l'Europe centrale s'étend par sa filiale la *Banque des Pays de l'Europe Centrale*, dont la présidence a été confiée à M. Jules Cambon, cité plus haut. Un des administrateurs est le baron de Gunzburg, de la *Banque Jacques de Gunzburg et Cie* ; Gunzburg était une des personnalités financières de Péetrograd avant la Révolution russe.

La *Société Générale* (capital 500 millions de francs) couvre la France du réseau serré de ses agences, qui sont au nombre de huit cents ; elle possède des filiales en Belgique, en Alsace, en Rhénanie, en Syrie (*Banque de Syrie*).

Nous relevons dans son Conseil d'administration le nom d'un membre de la famille Homberg, qui est intéressée dans des nombreuses affaires financières, industrielles et commerciales en Serbie, au Maroc et en Extrême-Orient, entre autres, dans la *Banque de l'Indo-Chine*, qui fait partie du Consortium chinois formé par les financiers amé-

ricains, anglais et français pour le pillage des ressources économiques de la Chine.

Le représentant de la *Banque de l'Union Parisienne* dans la *Banque Russo-Asiatique* est Maurice Hottinguer, de la famille Hottinguer, qui possède le contrôle de la *Banque Hottinguer et Cie*, de Paris, et qui est représentée dans diverses grosses compagnies d'assurances parisiennes, dans diverses affaires industrielles et de chemins de fer ; dans la *Banque Impériale Ottomane*, qui, sous l'égide des financiers de Paris et de Londres, mit en coupe réglée l'Empire ottoman.

La *Banque de l'Union Parisienne*, comme nous nous l'avons maintes fois signalé, est la banque des magnats de la grosse métallurgie et des houillères, les Schneider, les de Wendel, les Darcy.

Elle compte dans son sein F. François-Marsal, qui fut le champion du Bloc National lors de sa défaite et le plus ferme soutien de la politique de Poincaré et de Millerand.

N'oublions pas de relever, dans le Conseil de direction de la *Banque Russo-Asiatique*, le nom de Poutiloff, qui est toujours allié aux Schneider. Le beau-frère de Schneider, le comte de Saint-Sauveur, représentait la firme Schneider dans les usines Poutiloff avant la Révolution russe.

Si la *Banque de l'Union Parisienne* est la banque qui soutient la politique du Bloc National de Poincaré et de Millerand, la *Banque de Paris et des Pays-Bas* passe pour être la banque favorable à la politique du Bloc des Gauches ; les gouvernements radicaux-socialistes qui dirigeaient avant la guerre les destinées de la France, furent des instruments dociles et souvent ignorants de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*.

La correspondance d'Isvolsky, ambassadeur de Russie à Paris, contient des remarques intéressantes sur l'ignorance crasse des ministres des Affaires étrangères radicaux-socialistes en matière de politique étrangère. Par exemple, l'incompréhension totale de Cruppi à propos du chemin de fer de l'Est chinois, a quelque chose d'effarant.

A propos de l'attitude d'Herriot envers la Russie, il est bon de rappeler qu'il a réuni au ministère des Affaires étrangères une *Conférence des personnalités représentant les intérêts français en Russie*.

Nous ne savons pas encore quels furent les personnages présents à cette conférence, mais il est possible de faire des suppositions à ce sujet en consultant la liste des associations représentées à la *Conférence internationale pour la protection des intérêts privés en Russie*, tenue à Paris le 13 février 1922, sous la présidence de Leslie Urquhart, président de la *Russo-Asiatic Consolidated*, qui est bien connu en Russie.

La France était représentée à cette conférence par la Commission générale pour la protection des intérêts français en Russie.

Cette commission était présidée par Noulens, politicien radical-socialiste, dont on connaît l'activité contre-révolutionnaire en Russie lors de son séjour comme ambassadeur de France.

Noulens est actuellement employé de Schneider, qui lui a confié la présidence du Conseil d'administration des *Ateliers et Chantiers de la Gironde* (constructions navales).

Noulens, qui est un haut dignitaire dans la franc-maçonnerie, où l'élément radical-socialiste domine, possède une grande influence dans le gouvernement de gauche de M. Herriot, qui ne peut manquer de tenir compte de ses *suggestions anti-russes*.

La Commission des intérêts français en Russie a comme vice-président André Bénac, de la *Banque Russo-Asiatique* et de la *Banque de Paris et des Pays-Bas*, dont nous parlons plus haut.

Enfin, parmi les membres du *Comité de Direction*, nous relevons le nom du comte de Saint-Sauveur, beau-frère de Schneider, administrateur de la *Banque Franco-Japonaise*, que nous avons signalé comme étant associé à Poutiloff.

On comprend que ces messieurs n'aient pas

favorables à la Russie dans les conseils qu'ils ont donné à Herriot.

Et ce dernier n'étant, comme ses prédécesseurs, qu'un jouet entre les mains de tous ces financiers nationaux et internationaux, il n'y a pas à s'attendre de sa part à un geste de rapprochement avec la Russie, à moins que ces messieurs ne changent d'attitude sur cette question.

DUPLEIX.

EN ALLEMAGNE

La crise au crédit et la nouvelle liquidation de marchandises La signification réelle des crédits alimentaires américains

La crise de la dépréciation de la monnaie en Allemagne s'est transformée en une crise du crédit. Si, jusqu'à la stabilisation du mark, il n'y a pas eu, en définitive, d'argent, précisément parce qu'il y en avait *trop* — après la stabilisation, il n'y en a plus, parce qu'il y en a *trop peu*. Le maintien difficile d'un cours fixe, par rapport au dollar, du rentenmark et du mark-papier, n'est possible qu'au moyen de la plus rigoureuse restriction de la circulation du papier-monnaie nouvellement imprimé, c'est-à-dire du rentenmark et du mark-papier. Mais la raréfaction de la circulation fiduciaire, unique moyen donné aux politiciens de la finance capitaliste, pour ne pas dépasser le minimum de monnaie en circulation et pour éviter ainsi une nouvelle dépréciation de la monnaie, conduit à une nouvelle forme de la crise en Allemagne, à la *disette de crédit* avec toutes ses conséquences apparaissant sous la forme classique d'une crise économique (suspension de paiement, banqueroutes, faillites, arrêt des usines, stagnation de la production, chômage général), c'est-à-dire *dépréciation* du capital placé en marchandises invendables et dans des moyens de production ne fonctionnant plus comme capital productif.

Le capital, soit sous la forme de marchandises, soit sous celle de moyens de production, se trouve déprécié par cette crise du crédit, car, dans la dépréciation de la monnaie, le capital sous forme d'argent se trouve déprécié. Cessant, par suite de sa dépréciation, de fonctionner comme mesure de la valeur, comme mesure des prix, comme moyen de circulation et de paiement, ne servant plus à la thésaurisation, étant éliminé comme monnaie internationale — l'argent allemand ne remplit plus sa fonction essentielle, c'est-à-dire celle d'être *capital*, à la fois point de départ et but du processus de la production capitaliste. Ce mouvement amena la ruine des petits capitalistes.

Il se manifesta une tendance très marquée à échanger les valeurs dépréciées — celles qui revêtent la forme d'argent — en une forme de valeurs réelles, même improductives (par exemple, l'amélioration des toitures de maisons au lieu de l'installation d'une machinerie perfectionnée), ou en valeurs sous forme de matières premières qui, durant cette période de change élevé, pouvaient

être travaillées avec un profit croissant, grâce à la chute des salaires et à l'exploitation du prolétariat.

En même temps commença la spéculation sur les devises et les crédits. Le crédit et la spéculation comme moyens de faire marcher la production et de réaliser de la plus-value et du profit, firent place à des méthodes de crédit peu solides, à des procédés douteux.

La spéculation et le crédit devinrent une base, une condition préalable de la production : ce n'était plus la production qui servait de base à la spéculation et au crédit. Les spéculations effrénées sur le crédit, l'augmentation vertigineuse du capital-actions, qui souvent devancèrent la dépréciation du mark pour l'accélérer par un effet rétroactif ; l'usure des prêteurs d'argent, les bénéfices des mercantis, tout cela associé à la naissance d'un grand nombre de nouvelles banques — à la fois produit et pépinière de spéculation — caractérisent autant cette époque que les nombreuses créations de petites et moyennes usines, avant tout dans les industries textiles et alimentaires, basées uniquement sur la spéculation et sur l'exploitation de la force-travail, exploitation très profitable par suite de la dépréciation de l'argent.

La stabilisation, qui commença lorsque l'inflation se transforma en crise, mit à nu l'extrême fragilité de la circulation des capitaux et du profit basés uniquement sur la dépréciation monétaire. La spéculation frappée au cœur par la stabilisation de l'argent, tout l'édifice du crédit s'écroula, et il ne resta qu'un appareil de production, peut-être un peu étendu pendant la période de conjoncture monétaire, mais n'ayant point connu d'améliorations essentielles et dès lors incapable de tenir tête à la concurrence. Le dumping des prix bas fit place à un renchérissement. Le dumping des marchandises allemandes à bas prix devint impossible, et une période de renchérissement commença ; le prix des produits allemands montait au-dessus des prix du marché mondial. La vente devint stagnante ; le capital, placé par engouement en valeurs réelles, se montra improductif, il ne rapporta plus d'intérêt. Le capital investi dans des valeurs réelles se trouvait « surcapitalisé », tandis que le capital-argent nécessaire à la circulation manquait.

Pendant quelque temps, la Reichsbank réussit à atténuer le manque de crédit, en élevant un nouvel édifice de crédit à la place de l'ancien, écroulé. Du 15 novembre 1923 à fin mars 1924, elle ne dépensa pas moins de 1 milliard 910 millions de mark-or en crédits sur traites et « lombards ». Mais ces traites n'étaient point des traites de marchandises, permettant de réaliser la plus-value comprise dans ces marchandises, mais des billets de complaisance devant remplacer, par des crédits, le capital, et qui ne purent être remboursés dès que cette nouvelle forme de crédit prit fin. Il fallut pourtant, c'était là une nécessité vitale, que la Reichsbank refusât définitivement, à partir d'avril, tout nouveau crédit, parce qu'à la suite de l'émission de ces billets de complaisance, le mark, stabilisé — de l'aveu d'un directeur de la Reichsbank — avait atteint déjà un « disagio » de 12 %.

La deuxième tentative pour mettre fin au manque de crédit fut la création de la *Banque d'Es-compte-or*, la négociation de traites étrangères, avant tout anglaises, par cette banque. Mais les 200 millions de marks-or qui étaient à la disposition de la banque sont épuisés.

D'un côté, ils furent gaspillés pour couvrir, en partie, le bilan commercial de l'Allemagne, progressivement passif, dont l'excédent d'importation battit tous les records en mai avec 353 millions de marks-or, et qui, de janvier à mai, pendant les cinq mois de la stabilisation, a atteint un total de 1 milliard 300 millions de marks-or. Le manque de crédit a abouti à l'avance de crédits étrangers sous forme de marchandises d'importation, mais cette avance de crédits a uniquement contribué à l'endettement croissant du capitalisme allemand à l'égard des capitalistes étrangers, et, par suite, à l'aggravation de la crise du crédit.

De l'autre côté, les moyens de la banque de crédit-or ont été dépensés pour consolider la Bourse, dont le cours des valeurs chancelle continuellement, par suite de l'aggravation de la crise. Mais, après un rétablissement passager de quelques jours, la Bourse resta de nouveau « faible » à cause de la rareté du numéraire existant et de l'importance du numéraire demandé.

Toutes ces tentatives pour trouver une issue à la situation n'ont fait qu'accroître la crise.

Le *Rapport des Experts*, dont les grands capitalistes attendent le salut, n'est pas encore en vigueur. La banque d'émission de billets, avec garantie en or, que le rapport prévoit pour consolider les valeurs allemandes et comme base des opérations de crédit, épuisera les dernières réserves-or de l'Allemagne. Si le *Rapport des Experts* apporte une aide, ce ne sera qu'au prix de l'incorporation définitive du grand capitalisme allemand dans les « trusts » de l'impérialisme occidental et de la destruction de l'industrie légère, avant tout de celle du textile.



En attendant, la crise de crédit et la crise de production qui en résulte, s'aggravent de jour en jour, malgré, ou plutôt à cause de ces « solutions ». Il est vrai que le manque de devises a cessé. La Reichsbank distribue à profusion, depuis quelques semaines, les devises de dollars et de livres, sans que le cours du mark s'en trouve ébranlé. Il est vrai que la quantité du papier-monnaie en circulation diminue et que l'encaisse-or de la Reichsbank a augmenté, dans l'espace d'une semaine du mois de juin, de 6 millions de

marks-or (d'après le dernier communiqué). Mais tout cela ne constitue pas un symptôme d'assainissement, mais, au contraire, des manifestations de la crise. La Reichsbank peut faire face à la demande de devises, non pas parce qu'à l'étranger on estime que la situation du capitalisme allemand s'est améliorée, mais parce que le besoin de moyens de paiement étrangers, c'est-à-dire le besoin de devises, a diminué par suite de la crise. Ainsi, par exemple, l'industrie de la margarine, travaillant exclusivement avec des matières premières de provenance étrangère, ne se sert pas du contingent de devises auquel elle a droit, parce que sa vente est stagnante. La circulation du mark-papier diminue, non pas parce que le capitalisme allemand thésaurise des profits, réalisés sous forme d'argent, mais parce que la circulation est stagnante et que la demande de moyens de paiement, réglée par la circulation, a diminué.

Ainsi, la crise de crédit continue. Elle mène d'une banqueroute à l'autre et conduit à des arrêts continuels d'usines. Le chiffre des faillites est monté à 50 par jour. Le chômage s'accroît. Ce sont surtout des banques et des entreprises industrielles qui s'écroulent, celles qui ont été fondées au moment de la dépréciation de la monnaie. Mais même des grandes entreprises, solides au point de vue technique, comme l'aciérie Becker à Wüllich près de Clefeld, se trouvent dans une situation difficile, parce qu'elles ne peuvent plus, à cause de la circulation ralentie de leurs capitaux, compenser le taux élevé de l'intérêt qu'elles avaient dû accepter pour s'ouvrir des crédits. Et ceci malgré l'augmentation de la durée du travail et la diminution des salaires.

En effet, avec la raréfaction du crédit, le taux de l'intérêt s'accroît. Autre manifestation du même phénomène : le taux d'intérêt est « normalement » de 3 % par mois, donc, avec les commissions habituelles, 40 % par an. Mais, en général, on va jusqu'à 60 % par an. L'usure du crédit de l'époque de la dépréciation de l'argent réapparaît sous une forme nouvelle.

Mais l'argent prêté, qu'il soit de provenance allemande ou étrangère, n'est avancé que sur des marchandises, jamais sur le capital. Cela veut dire que l'argent est avancé à court terme, pour l'échange des marchandises, et non pas à long terme, pour être placé en capital fixe, c'est-à-dire dans de nouveaux moyens de production. La disette de crédit est si grande et la situation du capitalisme allemand si précaire, que nul ne prête à bas intérêt pour plusieurs années. Ainsi, pour donner un exemple, le « konzern » de potasse de Wintershall pourrait améliorer son exploitation *Kaiserroda*, au point de diminuer de 50 % les frais de production, s'il pouvait obtenir un crédit de 20 millions de mark-or. Ce crédit — comme crédit sur le capital — devrait être contracté pour au moins quatre années, avec un taux d'intérêt de 10 % tout au plus, si l'on veut éviter que l'avantage de l'amélioration technique ne soit entièrement absorbé par les intérêts à payer pour le capital. Mais, comme on ne peut trouver de l'argent à si long terme et à un taux pareil, il faut abandonner l'idée d'améliorer l'appareil technique.



La disette de crédit et la crise de production qu'elle a provoquée conduisent tout d'abord à des tentatives de vaincre la crise par la diminution des

prix. La baisse des prix des marchandises devait élargir le marché et apporter ainsi de l'argent dans les caisses vides. Mais, s'il y a maintenant dans tous les magasins des chemises et des souliers à un prix plus bas qu'auparavant, les prix dépassent néanmoins ceux du marché mondial. Cette diminution des prix ne signifie rien d'autre qu'une dévalorisation du capital et l'écroulement fatal.

Cette poussée vers l'argent conduit ensuite à la *résurrection* de la liquidation de marchandises sous une forme nouvelle. Ce n'est plus cette fois le profit dû à la dépréciation de l'argent qui attire les exploités vers l'Allemagne, mais la perspective de pouvoir acheter des marchandises à bas prix et d'empocher par-dessus le marché des intérêts élevés. Trois faits caractérisent bien cette dernière période de l'évolution capitaliste en Allemagne : le *crédit américain sur le sucre*, le *crédit sur la potasse* et la *tentative d'un crédit sur les céréales*.

Pour tous ces crédits, il n'est pas question, comme on pourrait le croire, d'avances américaines pour l'importation de vivres dans l'Allemagne affamée, mais de crédits pour l'*exportation* de vivres hors de l'Allemagne.

Le *crédit américain sur le sucre*, en dollars, est accordé par un consortium bancaire américain, comme « *crédit réservé exclusivement à la production, pour financer la campagne allemande de sucre de 1924-1925* ». Il est garanti par la quantité d'exportation, fixée à 15 % de la production totale des fabriques. Le crédit, au taux de 8 %, est bien plus avantageux, il est vrai, qu'un crédit allemand, mais comme aux Etats-Unis le taux est de 4 %, il rapporte de grands bénéfices aux banquiers américains. Ce qui revient à dire que, au moyen de ce crédit, la production allemande de sucre sera, même avant la récolte, vendue en partie aux spéculateurs internationaux du sucre. Comme il est dès maintenant certain que le total de la récolte de 1924-1925 suffira à peine aux besoins du pays — par suite de la diminution des plantations et à cause du long hiver — le crédit pour le sucre n'aura d'autre résultat que de priver l'Allemagne d'un des produits les plus indispensables. La détermination du prix du sucre sera entre les mains de la spéculation internationale et des hobereaux allemands, ces derniers étroitement liés aux spéculateurs internationaux par les crédits contractés.

A peu près pareille est la situation dans l'affaire du *crédit pour la potasse*. Le manque d'argent dans les exploitations allemandes de potasse, dont les difficultés mentionnées à propos du « *konzeri* » de Wintershall ne fournissent qu'un exemple, les conduit à demander des crédits aux Etats-Unis, dans des conditions analogues à celles des crédits pour le sucre. Le syndicat de la potasse, comme son principal concurrent Wintershall, négocie avec un homme qui ne possède pas seulement beaucoup de dollars, mais s'appelle lui-même Dollar. Ce Robert Dollar veut, au moyen de crédits, mettre la main sur la production allemande de potasse, pour concentrer entre ses propres mains le commerce d'importation de potasse pour les Etats-Unis, la Pologne, l'Autriche et les Etats baltes. S'il réussit, s'il « *américanise* » la production allemande de potasse en accordant des crédits — la fixation des prix de la potasse, qui jusqu'ici dépendaient, même sur le marché mondial, entièrement de l'Allemagne, passera à Robert Dollar. L'agriculture allemande payera pour sa matière pre-

mière la plus importante, la potasse, les prix fixés par la spéculation internationale. Le prix du pain augmentera en Allemagne.

Les crédits pour le sucre et la potasse ne laissent pas dormir nos gros agrariens. La crise agraire sévit. Les prix du blé allemand sont de 10, 15 % au-dessous du prix mondial. Les hobereaux menacent de faire la « *grève de la récolte* » si le gouvernement de Marx ne leur fait point cadeau des impôts. En même temps la *Berliner Börsen Zeitung*, amie de l'industrie lourde et des hobereaux, propose de financer la moisson allemande en la vendant à l'étranger. Si plus tard les céréales manquent, on pourra toujours les réimporter. Cette proposition signifie tout crûment : affamer les masses ouvrières allemandes qui souffrent déjà de la faim, en élevant graduellement les prix allemands des céréales aux prix du marché mondial, en élargissant les opérations de crédit et en vendant le sucre et la potasse, les céréales et le pain.

L'Allemagne devient de plus en plus une colonie capitaliste, fournissant des vivres et des matières premières aux puissances impérialistes.

En même temps les impérialistes de France, d'Angleterre et d'Amérique s'emparent de l'industrie lourde et des transports, *politiquement* par le rapport Dawes et *économiquement* par des crédits, comme ceux du sucre et de la potasse. Un premier crédit a été accordé aux industriels rhénans, par les soins de la banque A. Lévi, à Cologne, dont le propriétaire est le pieux catholique Louis Hagen, connu par sa politique de séparation de la Rhénanie.

Toutes ces tentatives de surmonter la crise par des crédits, aboutissent à un *renforcement du pillage de l'économie allemande*, et nullement à une amélioration et à la consolidation. Car les crédits accordés sont *avançés* sous forme de marchandises et non pas sous forme de capital. Ils peuvent, il est vrai, atténuer pour un certain laps de temps le malaise dû à l'arrêt de la vente ; mais ils ne sauraient apporter une solution.

Ils ne contribuent pas à l'amélioration de l'appareil technique de l'économie allemande. Ils n'aboutissent qu'à une liquidation générale et renforcée et en même temps à l'exploitation croissante des ouvriers par la prolongation de la durée du travail et la diminution des salaires, accompagnée d'un chômage grandissant.

Les symptômes de la crise, qui se sont manifestés vers la fin de la période de la dépréciation monétaire, se manifestent plus nettement encore en cette période de stabilisation.

La crise de crédit n'est que le prolongement de la crise de dépréciation du mark. Elle prouve une fois de plus, soit par une catastrophe financière, soit par la stabilisation ou la débacle du crédit, que la situation des masses ouvrières devient, sous le capitalisme allemand, de plus en plus intolérable.

E. LUDWIG.
Berlin.

Vous êtes saisis d'horreur parce que nous voulons abolir la propriété privée. Mais dans votre société, la propriété privée est abolie pour les neuf dixièmes de ses membres. C'est précisément parce qu'elle n'existe pas pour ces neuf dixièmes qu'elle existe pour vous.

Vous nous accusez de vouloir abolir votre propriété à vous.

A la vérité, c'est bien ce que nous voulons.
Karl MARX.

Les Partis Politiques des Etats-Unis d'Amérique

Le premier acte de l'élection présidentielle aux Etats-Unis est terminé : les partis ont désigné leurs candidats. La campagne proprement dite, usant de tous les procédés de la publicité la plus tapageuse et la plus moderne, va faire rage à travers tout le pays jusqu'au moment du vote au mois de novembre.

La campagne de 1924 présentera un aspect tout différent des campagnes précédentes. Au lieu de deux partis, quatre partis sont dans la bataille. Au lieu d'une lutte entre deux groupements d'intérêts capitalistes, une bataille où les intérêts des différentes classes sociales s'opposeront.

Le Parti Républicain, Parti des business-men

Le parti républicain a le premier désigné ses candidats : l'actuel président Coolidge, comme candidat à la présidence et le général Dawes comme candidat à la vice-présidence. Le parti républicain est le parti des « business-men », des hommes d'affaires, des grands trusts industriels et financiers des Etats de l'Est.

Mais la désignation de Coolidge et de Dawes aggrave encore les tendances réactionnaires et impérialistes du « vieux parti ». Coolidge est l'homme qui au moment même où le Congrès terminait sa session, opposait son veto à un bill du Congrès accordant une augmentation de salaires aux ouvriers postiers. Dawes, lui, est l'homme du plan des experts ; c'est le serviteur du roi de la finance, de Morgan. C'est aussi un représentant, et des plus caractérisés, de cette grande bourgeoisie de combat qui a pris dans les conflits ouvriers l'attitude la plus agressive et la plus hostile à toute amélioration du sort des travailleurs. Il a été à la tête du combat contre les syndicats. Avec Coolidge et Dawes, le parti républicain s'affirme comme le parti de la réaction capitaliste la plus caractérisée.

Le Parti démocrate est bien divisé

Le parti démocrate, après une longue discussion, a désigné (après cent et quelques tours de scrutin !) comme candidat M. John W. Davis, ex-ambassadeur de Wilson à Londres.

Le parti démocrate est le second des « vieux partis ». C'est lui aussi un parti dominé par l'oligarchie des trusts tout-puissants aux Etats-Unis. Mais sa principale force réside dans les Etats du Sud. Les cotonniers, en général, soutiennent les démocrates.

Le parti démocrate a eu autant de peine à rédiger son programme qu'à désigner ses candidats. Il n'a pu parvenir à prendre une position nette sur la question de la participation à la S.D.N., œuvre de son chef disparu, Woodrow Wilson. De même la condamnation du Ku-Klux-Klan n'a été rejetée qu'à une voix de majorité.

Mais la présence à la rédaction du programme du parti démocrate de M. Young, le collègue du général Dawes, au Comité des Experts, indique que les démocrates comme les républicains acceptent le plan de Morgan et de Wall Street.

Les deux candidats qui semblaient les plus favorisés étaient Mac Adoo, le gendre de Wilson,

mais compromis dans le scandale des pétroles, et le gouverneur de New-York, Al. Smith, catholique et favorable à une révision de la loi sur la prohibition des boissons alcooliques. « *Smith était trop humide et Mac Adoo trop huileux* », ont écrit les journaux américaines, pour l'emporter.

M. John W. Davis qui a été désigné finalement, a, tout comme le général Dawes, été au service de Morgan dont il a été conseiller juridique. C'est dire qu'avec la victoire de l'un ou de l'autre des deux partis les intérêts de Wall Street seront bien défendus.

Un tournant de la politique des Etats-Unis

Le choix des candidats des deux vieux partis de Dawes d'une part et de Davis de l'autre — tous deux assez favorables à une intervention américaine dans les affaires européennes — indique qu'une modification profonde de la politique extérieure américaine est à la veille de se produire.

Après la guerre et la faillite du wilsonisme, l'Amérique s'était désintéressée du sort de l'Europe. Après la crise économique mondiale de 1920, les Etats-Unis, pour combattre la crise industrielle et la crise de chômage, avaient entrepris de vastes travaux de construction et de réparation, des chemins de fer en particulier. Pour un temps, la production américaine fut complètement absorbée par le marché intérieur.

D'un autre côté la finance américaine s'était lancée à la conquête des marchés financiers de l'Amérique du Sud. Rapidement les capitaux américains y remplaçaient les capitaux anglais, français, hollandais. Pendant tout ce temps, l'Amérique détournait les yeux de l'Europe.

Aujourd'hui, une autre crise menace les Etats-Unis : une crise agricole dont l'importance n'est pas moindre que celle de la crise de 1920.

Au moment où les prix des objets fabriqués atteignaient le plus haut cours, en juillet 1923, le prix du blé tombait au prix d'avant-guerre, c'est-à-dire à 1 dollar le boisseau. C'était la ruine pour les fermiers.

Quelles étaient les solutions possibles à la crise ? Briser les trusts qui maintenaient à un taux élevé les prix des produits industriels ? Il n'y fallait pas songer avec le parti républicain au pouvoir.

Constituer un trust de l'agriculture, capable de faire monter les prix des denrées agricoles ? C'est ce que tenta l'administration de Coolidge, mais la constitution d'un « pool » de fermiers s'est heurtée à des difficultés provenant de la nature même du capital agricole.

Restait une troisième solution : pratiquer une politique qui permette aux fermiers d'exporter avec profit leur blé. Un seul débouché possible : l'Europe centrale et occidentale. Mais à une condition : qu'on lui redonne d'abord un « pouvoir d'achat », qu'on permette à ces Etats de l'Europe centrale, économiquement ruinés, de revivre et de travailler. Il fallait donc que les Etats-Unis reprennent une part active à la discussion des affaires européennes. C'est là la raison du changement d'orientation de la politique extérieure des Etats-Unis.

Le « Troisième » Parti

Mais en même temps que la crise agraire réagissait sur les deux « vieux partis », elle provoquait la formation d'un vaste mouvement en faveur d'un parti des fermiers. Au sein de ce mouvement deux tendances se sont manifestées.

La première est en quelque sorte une tendance petite-bourgeoise, « populiste », représentant les intérêts des fermiers aisés, des propriétaires moyens. Le sénateur La Follette, autrefois du parti républicain, en est le leader.

Cette tendance avec l'aide des socialistes réformistes américains et avec l'appui plus ou moins avoué des syndicats réformistes de Gompers et de l'*American Federation of Labor*, a constitué le « troisième parti ».

En fait, ils ont bien désigné La Follette comme troisième candidat. Mais le troisième parti n'est pas encore constitué. Malgré sa démagogie, ses attaques contre Wall Street, ses dénonciations de la conception des vieux politiciens, son programme de nationalisation des chemins de fer, de limitation de la puissance des trusts et de subventions aux fermiers n'est et ne peut pas être autre chose que le programme d'un parti des mécontents, des protestataires.

Le « troisième parti » est le parti de la confusion. Le parti progressiste de La Follette, c'est la dernière tentative du capitalisme américain pour empêcher la constitution d'un parti de classe des ouvriers de l'industrie et des champs. La Follette ne veut pas toucher au régime capitaliste. Il est

l'adversaire acharné de la constitution d'un parti de classe, d'un vrai *Farmer Labor Party*.

Les socialistes ont préféré faire le bloc avec les éléments de la petite bourgeoisie qui suivent La Follette que de faire le front unique avec les communistes.

En Amérique comme dans le reste du monde, le social-réformisme a trahi les intérêts du prolétariat qu'il prétend représenter.

L'autre tendance du mouvement des fermiers, celle des fermiers pauvres, des ouvriers agricoles, s'est au contraire déclarée partisane de la constitution d'un *Bloc Ouvrier et Paysan*. A la Convention tenue le 17 juin à Saint-Paul, a été fondé, avec l'aide du *Worker's Party* (le Parti communiste des Etats-Unis), le *Farmer Labor Party*.

Duncan Mac Donald, un mineur, vétéran des luttes ouvrières, et un fermier ont été désignés comme candidats. Sur leurs noms se compteront au mois de novembre ceux des travailleurs des Etats-Unis, élevés au sentiment de la conscience de classe.

Qu'advient-il de la lutte ? Les « vieux partis » sont encore solides. L'oligarchie américaine est plus forte que jamais. Mais la crise agraire l'a frappée au défaut de la cuirasse. Ses répercussions ne font que commencer à se faire sentir. En tous cas, la constitution pour cette bataille et pour celles qui suivront d'un parti de la classe des exploités aura une grosse influence sur le développement du mouvement ouvrier aux Etats-Unis.

V. GAYMANN.

LA GUERRE ET LA COOPÉRATION

A l'occasion du X^e Anniversaire de la Déclaration de la Guerre

La bureaucratie coopérative dans les pays capitalistes affirme être hostile, en principe, à la guerre et aux préparatifs militaristes ; elle assure qu'elle les combat. La coopération, disent les chefs réformistes, aspire à une transformation pacifique de la société, sans révolution ni guerre, uniquement en « s'aidant soi-même », en faisant appel aux bons instincts des hommes.

Lorsque la guerre impérialiste de 1914 se déclina dans le monde, les dirigeants du mouvement coopératif de tous les pays belligérants n'appliquèrent point leurs méthodes « pacifiques ». Nulle part, ils ne firent appel aux « bons instincts » antimilitaristes des masses, conformément à leurs convictions pacifistes et antiguerrières ; au contraire, partout ils adhérèrent à la « Défense Nationale ». Ils participèrent activement à la guerre de leur nation contre la « nation ennemie » : ils menèrent parmi leurs membres, en se servant de la presse coopérative et des assemblées, une campagne de recrutement militaire ; ils appuyèrent matériellement la bourgeoisie de leur pays en organisant des souscriptions, en répartissant des rations misérables à la population, en se chargeant au moins en partie de la fourniture de munitions et d'armes aux troupes.

Partout, la bureaucratie coopérative fut hostile aux vrais éléments prolétariens antimilitaristes et révolutionnaires (elle se dressa contre Liebknecht

et les spartakistes en Allemagne, contre Lénine et les bolcheviks en Russie, etc.).

Les coopératives des divers pays belligérants furent entraînées, directement ou indirectement, par leur bureaucratie dans la guerre :

Les coopératives de la Russie tsariste ont fourni des vêtements et des vivres à l'armée russe ; d'accord avec la Ligue bourgeoise des villes et des zemstvos, elles fondèrent des fabriques de munitions.

Il ne faut pas oublier que l'ange de la paix internationale, Albert Thomas, dont la visite en Russie (juin 1917) était destinée à donner l'autorité nécessaire à la politique de Kérénski, « la guerre jusqu'à la complète victoire », prit la parole au premier Congrès panrusse des Soviets, où les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires fêtèrent un triomphe passager, et mit toute son éloquence patriotique au service de la continuation de la guerre.

En Allemagne, les coopératives furent entièrement au service des dirigeants de la guerre. La presse coopérative écrivait des articles vantards pour la victoire des armées de l'empereur Guillaume contre le « moujik russe », la perfide Albion et la France hypocrite. Non seulement les coopératives menaient des campagnes de recrutement pour les chauvinistes, mais elles se transformèrent en véritables bureaux de répar-

tion des emprunts de guerre. Les coopérateurs furent obligés de souscrire à ces emprunts ; non seulement les ressources des coopératives furent à la disposition de la guerre, mais elles subirent aussi de grands dommages matériels.

Grâce à l'aide des coopératives allemandes et danoises, sous la direction du fameux docteur Holphand-Parvüs, des affaires louches furent conclues afin de tenir jusqu'au bout pendant la « grande guerre ».

En France, les coopératives reprirent, avec l'aide des municipalités, les magasins des sociétés anonymes ennemies (Cie Maggi). Albert Thomas, le fameux coopérateur, servit la guerre en qualité de Ministre des Munitions.

Il est donc établi que les coopératives de tous les pays, presque sans exception, directement ou indirectement, aidèrent leur gouvernement pendant la guerre.

Par contre, l'Alliance Internationale Coopérative affirme avoir maintenu sa neutralité et sa politique « pacifique », même pendant la guerre. Comme les faits le démontrent, cette neutralité équivalait à un appui accordé à la guerre. Il est établi que jamais l'Alliance ne demanda à ses membres de protester contre la guerre. Lors du premier Congrès international coopératif après la guerre, en août 1921, à Bâle, une résolution fut adoptée contenant la phrase suivante : « Chaque pays a le droit et le devoir de défendre son indépendance ». Ainsi, la politique chauvine et traîtresse faisait partie du programme d'avenir. Après la fin de la guerre, les coopératives belges et françaises, lors de la première séance du Comité central de l'Alliance Internationale Coopérative, demandèrent aux coopératives allemandes quelles mesures elles avaient adoptées pendant la guerre pour empêcher la destruction des coopératives belges par l'armée d'occupation. C'était là un geste chauviniste, qui n'avait rien de révolutionnaire, ni même de pacifiste.

L'Allemagne Internationale aida les coopérateurs contre-révolutionnaires de Russie qui s'étaient enfuis de leur pays pour mener une politique antisoviétique. Elle prit une part active au début de la campagne dirigée contre la Russie des Soviets. Elle envoya une délégation en Géorgie, à propos de la soi-disant violation du droit commise contre la République géorgienne ; elle donna le poids de son autorité aux calomnies répandues par les contre-révolutionnaires sur la soi-disant « destruction des coopératives géorgiennes par les Soviets ».

L'Alliance Internationale ne trouva pas une seule parole contre la paix de Brest-Litovsk, imposée à la Révolution russe par les militaristes allemands et autrichiens. Elle ne protesta pas non plus contre les conditions du traité de Versailles qui remettait l'Allemagne aux capitalistes de l'Entente, ni contre le traité de Saint-Germain qui transformait la République autrichienne en une colonie des capitalistes des pays vainqueurs.

Les opportunistes et les neutres de l'Alliance Internationale Coopérative parlèrent, après la boucherie mondiale, comme si rien n'était arrivé, en prenant des airs de pacifistes et d'antimilitaristes.

Ils adoptèrent de nouveau des résolutions rappelant celles des congrès socialistes de la 2^e Internationale avant la guerre. Comme autrefois, ils causèrent de « combattre la guerre » et résolurent : empêcher toute guerre nouvelle par la « grève générale ».

On sait quelle fut l'attitude de ces héros de

l'Alliance Internationale, des gens d'Amsterdam et de la 2^e Internationale lors de l'entrée des Français dans la Ruhr. Ils trahirent, en 1923, les résolutions adoptées contre la guerre à La Haye en 22, comme ils avaient abandonné il y a 10 ans, en 1914, les décisions des congrès de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle. Les coopératives belges et françaises approuvèrent la guerre de la Ruhr ; elles aidèrent à la mener en faisant une propagande favorable.

La propagande actuelle de la 2^e Internationale, de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam et de l'Alliance Coopérative de Londres n'empêchera pas de nouveaux conflits. Au contraire, elle trompera à nouveau les ouvriers et les classes moyennes qui croiront que la lutte contre la guerre est préparée ; ainsi, la bourgeoisie chauviniste de tous les pays pourra dissimuler sa préparation militariste.

Par contre, notre propagande révolutionnaire antimilitariste doit surtout « masquer » l'hypocrisie des opportunistes et de cette sorte de pacifistes. Il faut persuader les masses que ce bavardage des laquais de la bourgeoisie n'est que bêtise ou escroquerie à leur égard, ainsi la belle phrase : « Nous répondrons à une nouvelle guerre en proclamant la grève générale et la révolution. »

Une bourgeoisie qui se prépare à la guerre, c'est-à-dire qui se résout à poursuivre sa politique capitaliste normale par des moyens de violence est généralement tellement puissante lors de la déclaration de la guerre, qu'il est impossible d'espérer voir proclamer la grève générale et la révolution par ces partisans de l'Union Sacrée. On n'empêchera de nouveaux conflits qu'en menant quotidiennement une lutte de classe pour abattre la bourgeoisie et empêcher les préparatifs militaires.

L'armée sera rendue aux révolutionnaires par un travail illégal. Ce moyen de combat de la bourgeoisie doit être rendu inutilisable. Non seulement nous ne voulons plus de neutralité avant et pendant la guerre, mais nous préconisons une politique révolutionnaire anticapitaliste. Pas d'union sacrée, mais la guerre civile : pas de collaboration, avec les capitalistes, mais extension et création d'organes révolutionnaires de lutte de classe du prolétariat : comités d'usines pour le contrôle de la production ; commissions de contrôle des consommateurs pour lutter contre la cherté et les spéculateurs ; centurions prolétariennes pour l'armement des ouvriers combattant le fascisme et la contre-révolution ; soviets ouvriers politiques brisant l'Etat bourgeois, supprimant la presse calomniatrice et chauviniste, établissant la dictature prolétarienne ; participation des peuples coloniaux à ces luttes.

Les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, syndicats et coopératives, créées pendant l'époque pacifiste devront être mises entièrement au service de la lutte de classe révolutionnaire.

Si la guerre éclate quand même pas de défaitisme et de pacifisme, mais conquête des armes, création de conseils de soldats, transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

COMMISSION CENTRALE COOPERATIVE.

Les communistes n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat.

Karl MARX, 1847.

L'OPINION DES MILITANTS

LA PRESSE DE PROVINCE, ARME DE COMBAT

Les compressions de dépenses sont à l'ordre du jour de notre Parti et tous les militants cherchent les moyens les plus propices pour améliorer une situation financière bien obérée.

Certains envisagent la suppression de plusieurs propagandistes. D'autres — et ils sont malheureusement nombreux dans la région parisienne — voudraient supprimer la plus grande partie des hebdomadaires de province.

Personnellement, je suis contre la première idée, qui n'aurait pour résultat que de réduire d'autant la propagande communiste dans le pays. Ce n'est pas en supprimant un, deux, même dix propagandistes qu'on équilibrera notre budget. Au contraire. En conservant nos cadres de délégués permanents, en les augmentant même au besoin, on activera le recrutement, et les dépenses occasionnées par ces propagandistes seront largement compensées par ce recrutement intensifié et l'action révolutionnaire menée dans le pays.

Il faut chercher ailleurs les compressions indispensables à la bonne marche du Parti.

Est-ce vers la presse départementale que nous devons nous tourner et faire fonctionner la guillotine ? Non !

Mieux placés que les camarades du Centre, les militants de province connaissent la grande valeur de nos petits organes fédéraux. Nous ne pénétrons jamais dans les campagnes avec l'*Humanité* qui, malheureusement, ne peut courir le risque d'un « bouillonnage » aussi élevé que la presse capitaliste. L'organe central du Parti ne peut être mis en vente au numéro que dans les centres importants où nous avons des ramifications, et où les travailleurs achètent quotidiennement leur journal. Mais dans la « brousse », comment faire pour colporter la doctrine communiste ?

L'abonnement à l'*Humanité* est presque impossible à tenter auprès de tous nos camarades de la terre, véritables forçats exploités par le capitalisme terrien. Il faut, pour toucher ces éléments, sans le concours desquels la Révolution libératrice est impossible, une presse départementale puissante qui, en intéressant le lecteur par les faits locaux présentés avec le « grain de sel communiste », lui fait digérer deux ou trois articles de doctrine, et l'amène, petit à petit, à la compréhension exacte du Communisme tant déformé par la presse bourgeoise.

Mais la vie d'un journal hebdomadaire n'est pas aussi facile que beaucoup le croient. Une seule Fédération ne peut le faire vivre. Pour en assurer l'existence, il faut la réunion de plusieurs Fédérations et le rassemblement d'au moins trois mille abonnés (étant bien entendu que le travail rédactionnel sera bénévole).

Malheureusement, beaucoup de nos organes n'atteignent pas ce chiffre et le déficit va toujours croissant, sans grand espoir de remonter le courant déficitaire, en raison du manque de ressources.

Est-ce à dire qu'il faille supprimer ces causes certaines de déficit que sont les journaux de province ? Ou bien supprimer radicalement les subsides du Centre, laissant ainsi les Fédérations se

débrouiller, ce qui correspondrait à la suppression des journaux ? Ce n'est pas mon avis.

Le Parti doit faire un effort pour assurer la vie de la presse communiste de province. Il faut que les militants du Centre étudient les moyens susceptibles réellement de fournir des nouvelles ressources permettant d'attribuer des subventions à ceux de nos organes ne bouclant pas le budget.

Pour ma part, j'envisage deux moyens.

Le premier consisterait à *augmenter le prix de la carte annuelle et du timbre mensuel*. Cette majoration procurerait une recette supplémentaire très sensible.

Le deuxième moyen serait la *suppression des éditions régionales de l'Humanité*, qui accusent un déficit mensuel de 45.000 francs, déficit beaucoup plus élevé si l'on tient compte des dépenses occasionnées par la rédaction, l'administration, la composition et l'expédition d'un journal spécial. Ces frais peuvent être supprimés, si nous remplaçons ces éditions régionales par l'*Humanité* de Paris. Au besoin on rétablirait les hebdomadaires qui existaient avant. Et, quoi qu'on en dise, le déficit serait loin d'être aussi élevé.

Tous les membres de notre Parti seront derrière le Comité Directeur pour approuver telles décisions qu'il aura jugées opportunes de prendre à cette occasion.

Mais il ne faut pas perdre de vue que la presse hebdomadaire, là où elle existe, est la seule arme de combat des Fédérations de province, et que, comme l'*Humanité*, elle est indispensable pour le triomphe de la Révolution prolétarienne.

Jean LUX,

Secrétaire de la Fédération de l'Yonne.

IL NOUS FAUT DES CADRES

Devant le Bloc National, battu sur le terrain électoral mais comptant encore dans la Chambre une imposante minorité, le Bloc des Gauches perd pied chaque jour davantage. L'Élysée, la Présidence du Sénat, la Présidence de ceux commissions importantes de la Chambre sont entre les mains des « adversaires » du gouvernement. La Haute-Finance, l'État-Major, la Haute-Mercantile ont leurs hommes en lieu sûr : Clémentel, Nollet, Raynaldy sauront faire entendre au Conseil des Ministres les sommations impérieuses de la ploutocratie.

Que de capitulations depuis le 11 mai ! Amnistie « totale », impôt sur le capital, suppression « immédiate » de l'ambassade du Vatican, poursuite des gros profiteurs ; toute la série des « réformes » promises est lâchement abandonnée.

On peut, on doit donc dire qu'à en juger par une expérience de deux mois, les tentatives du Bloc des Gauches sont vouées à l'insuccès. Car on ne transige pas avec la dictature capitaliste, car l'on ne saurait s'évader du dilemme posé par la lutte de classes elle-même : ou faire le jeu des classes possédantes en répondant hypocritement dans la masse l'illusion démocratique et réformiste et c'est l'œuvre qu'accomplissent en ce moment radicaux bourgeois et socialistes renégats, ou appeler le prolétariat organisé à la bataille inexorable contre ses oppresseurs et c'est ce que veut le Parti Communiste.

Par une conséquence fatale de l'évolution économique, l'impopularité minera bientôt la coalition hâtarde et immorale du Bloc des Gauches, frappant à tour de bras ceux qui furent les triomphateurs du 11 mai dernier.

Déjà le corps des fonctionnaires a donné le signal. Dans le *Réveil des Indirectes* du 16 juillet. Piquemal

propose d'organiser pour la rentrée des Chambres, en vue de la révision des traitements, « un mouvement d'ensemble qui devra dépasser en ampleur celui de 1923 ». Dans la *Tribune du Fonctionnaire* du 12 juillet, Neumeyer s'élève contre ce « Comité Consultatif du Commerce et de l'Industrie » institué sous la présidence du Ministre du Commerce et de l'Industrie et destiné à combattre la vie chère, comité qui comprend notamment MM. de Wendel, maître de forges, Romier, de la *Journée Industrielle*, Pinot, vice-président du Comité des Forges, Chaumet, André Citroën, Peugeot, etc., bref, toute une collection de requins de grande taille.

D'où la nécessité plus que jamais urgente de nous préparer, pour un avenir prochain, à un effort intense de rayonnement et d'action rationnelle.

Sommes-nous véritablement organisés dans ce but ?

Je n'hésite pas à dire — en considérant surtout la province : Non.

Ce qui nous manque avant toute chose dans nos départements, ce sont des cadres, c'est-à-dire des mili-

tants que leurs aptitudes, leur activité, leur combativité, leur foi désignent spécialement pour être nuit et jour sur la brèche : entraîneurs d'hommes, excitateurs d'énergie, toujours prêts à organiser un meeting, apporter les contradictions à quelque orateur bourgeois, jeter les bases d'un groupe, d'une cellule d'usine, de saisir la plume, ouvrir une enquête, recueillir une information utile, hommes d'action et de pensée, cœurs révolutionnaires et cerveaux meublés.

Former des cadres, c'est-à-dire des militants armés du plus inflexible esprit de classe, du plus ardent révolutionnarisme, mais sachant en même temps analyser fidèlement nos conceptions, passer au crible de la raison les données essentielles de notre doctrine et, par là, guider jusqu'à nous, par les voies de l'intelligence, les masses égarées par la sophistique bourgeoise ou réformiste, voilà quelle est l'une des tâches qui s'imposent en ce moment à notre attention.

Henri DUPUY.

Fédération du Rhône.

LA RUSSIE DES SOVIETS

LA SITUATION DE LA RECOLTE

Les deux dernières assemblées du Conseil des Commissaires du Peuple de l'U. R. S. S. ont été consacrées à l'examen de l'insuffisance du blé dans les régions ayant souffert de la sécheresse et des mesures qui doivent être prises en vue de remédier à cette situation.

Le Conseil des Commissaires du Peuple a établi que la mauvaise récolte se fera sentir sur une superficie totale de 5 millions de déciatines (une déciatine = 1,09 hectare) donnant normalement une récolte globale de 60 millions de pouds et comprenant une population de 5 millions d'habitants. Il suffit de comparer les données mentionnées avec les chiffres de l'année 1921, quand, sur le territoire de la R.S.F.S.R. seule une étendue de 23 millions de déciatines avec 26 millions d'habitants fut éprouvée par la mauvaise récolte, pour se rendre compte que le pays est en ce moment extrêmement loin du désastre mémorable de 1921.

Le Conseil des Commissaires du Peuple a établi qu'on peut s'attendre à une récolte globale de 2.786 millions de pouds, c'est-à-dire à une quantité égale environ à celle qui a été récoltée l'année dernière.

Cette circonstance s'explique d'un côté par une augmentation de la superficie ensemencée, de l'autre par le fait que l'insuffisance constatée dans les régions ayant souffert de la sécheresse sera compensée par une surabondance de la récolte dans d'autres régions, surtout dans les départements consommateurs, en Sibérie (on s'y attend à une récolte de 266 millions de pouds contre 175 millions l'année dernière), en Kirghizie (64 millions de pouds contre 42).

Ainsi donc, en 1921, les mauvaises récoltes dépassaient de plusieurs fois celles de l'année courante, et en plus, un manque général de blé dans toute la République, atteignant presque 200 millions de pouds, se faisait sentir. Actuellement, les mauvaises récoltes sont beaucoup moins considérables, et en même temps on peut espérer un surplus abondant, garantissant l'aide à la population éprouvée, ainsi que le commerce d'exportation à l'étranger.

Néanmoins les mauvaises récoltes de l'année

courante posent devant le gouvernement des problèmes sérieux. Bien que le bilan général de la campagne agricole actuelle soit favorable, l'insuffisance du blé dans de nombreuses régions oblige le gouvernement à prendre des mesures importantes, surtout que tout le poids de la mauvaise récolte retombe sur une partie de la population qui n'a pas encore eu le temps de se rétablir après la cruelle épreuve de 1921.

Vu ces considérations, le Conseil des Commissaires du Peuple a décidé de prendre d'urgence les mesures suivantes :

D'abord fournir des semences à la population des régions éprouvées, et ensuite régler les prix du blé dans ces régions, où par suite de l'attitude anxieuse de la population et des achats fiévreux de blé par les commerçants privés, les prix du blé ont marqué une hausse considérable.

Le Conseil des Commissaires du Peuple a chargé une commission plénipotentiaire spéciale de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de l'achat des semences et de leur livraison sur place, et aussi en vue d'une concentration immédiate, dans les régions éprouvées, d'une quantité de blé suffisante pour lutter contre la hausse des prix du blé. On a établi que, jusqu'à la mi-août, il faudra transporter dans ces régions environ 6 à 6 1/2 millions de pouds de semences préparés dans d'autres départements.

L'expérience des années 1921-1922 fera que la solution des problèmes qui se posent dans la lutte contre les suites de la mauvaise récolte, ne rencontrera aucune difficulté. Les institutions gouvernementales et coopératives qui se sont développées au cours de ces dernières années et qui ont appris à travailler systématiquement, l'amélioration de la situation financière de la République, la prise ferme du pouvoir par les autorités locales — tout cela donne des garanties suffisantes que l'aide nécessaire à la population sera accordée à temps.

Le Gérant : VANDEPUTTE.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur